



Rapport d'activité 2020

AVANT-PROPOS

2020 constitue évidemment une année singulière, marquée par la pandémie. En effet, cette crise sanitaire inédite a largement bouleversé le quotidien professionnel de l'ensemble des partenaires que le Pôle ressources accompagne à travers les rencontres et démarches qu'il propose. L'activité de l'association en a été affectée, tout comme celle des acteur.trice.s des territoires, dont de surcroît, les habitant.e.s de ces quartiers, - pour lesquel.le.s le Pôle ressources œuvre, *in fine* -, qui ont été et demeurent encore les principales victimes en France de la pandémie ainsi que de ses conséquences économiques et sociales. Malgré la solidarité à l'œuvre dans ces territoires et la réactivité ainsi que l'inventivité de chacun.e, la capacité à agir en direction des habitant.e.s et à faire vivre les dynamiques partenariales essentielles à la construction de réponses aux problématiques rencontrées dans les quartiers ont donc été impactées.

Dans ce contexte, le Pôle ressources a maintenu et adapté son activité - comme vous pourrez le découvrir à la lecture de ce document. Plus que jamais, la « mise en réseau » a été au cœur de l'action déployée, avec un enjeu à créer des espaces permettant aux acteur.trice.s d'échanger, de partager sur les initiatives, ainsi que de s'approprier les programmes et dispositifs se mettant en place (cités éducatives, quartiers d'été, vacances apprenantes, informations sur l'épidémie...). Les équipes Politique de la ville, de la réussite éducative, les acteur.rice.s de la jeunesse, les coordinateur.trice.s santé des collectivités ont ainsi été réuni.e.s à de multiples reprises, par le biais de solutions numériques, dès les premiers jours du premier confinement, et tout au long de l'année.

Par ailleurs, le déploiement de l'activité du Pôle ressources s'est poursuivi dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine, avec de nouvelles actions en direction des cités éducatives nationales et régionales (Chanteloup-les-Vignes, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne) ou encore la mise en place de groupes de travail à destination des équipes de la réussite éducative et des référents de parcours du Plan régional d'insertion des jeunes (PRIJ) dans les Hauts-de-Seine. Ce déploiement concerne également l'échelle régionale, où le Pôle ressources agit de concert avec le CRPVE (77, 91, 94) et Profession Banlieue (93). En 2020, ont ainsi été menés des projets importants sur les questions d'éducation, de cadre de vie et, bien évidemment traitant de la crise sanitaire, avec la réalisation de lettres régionales communes.

Enfin, pour clore cet avant-propos, 2020 c'est aussi l'ouverture d'un nouveau chantier porté par l'ensemble de l'équipe, désormais composée de 6 salariés. Au regard des priorités issues du renouvellement des exécutifs locaux (villes et EPCI) et des enjeux mondiaux concernant le réchauffement climatique, a été initié une programmation visant à articuler les enjeux de réduction des inégalités socioterritoriales et de transition écologique.

Bonne lecture et découverte de l'ensemble de l'activité 2020 du Pôle ressources !

SOMMAIRE



La structure en 2020

Notre association	p. 6
Une approche transverse	p. 8
Notre inscription au sein du réseau national des CRPV	p. 8



2020 en résumé

Informier	p. 10
Qualifier et mettre en réseau	p. 18



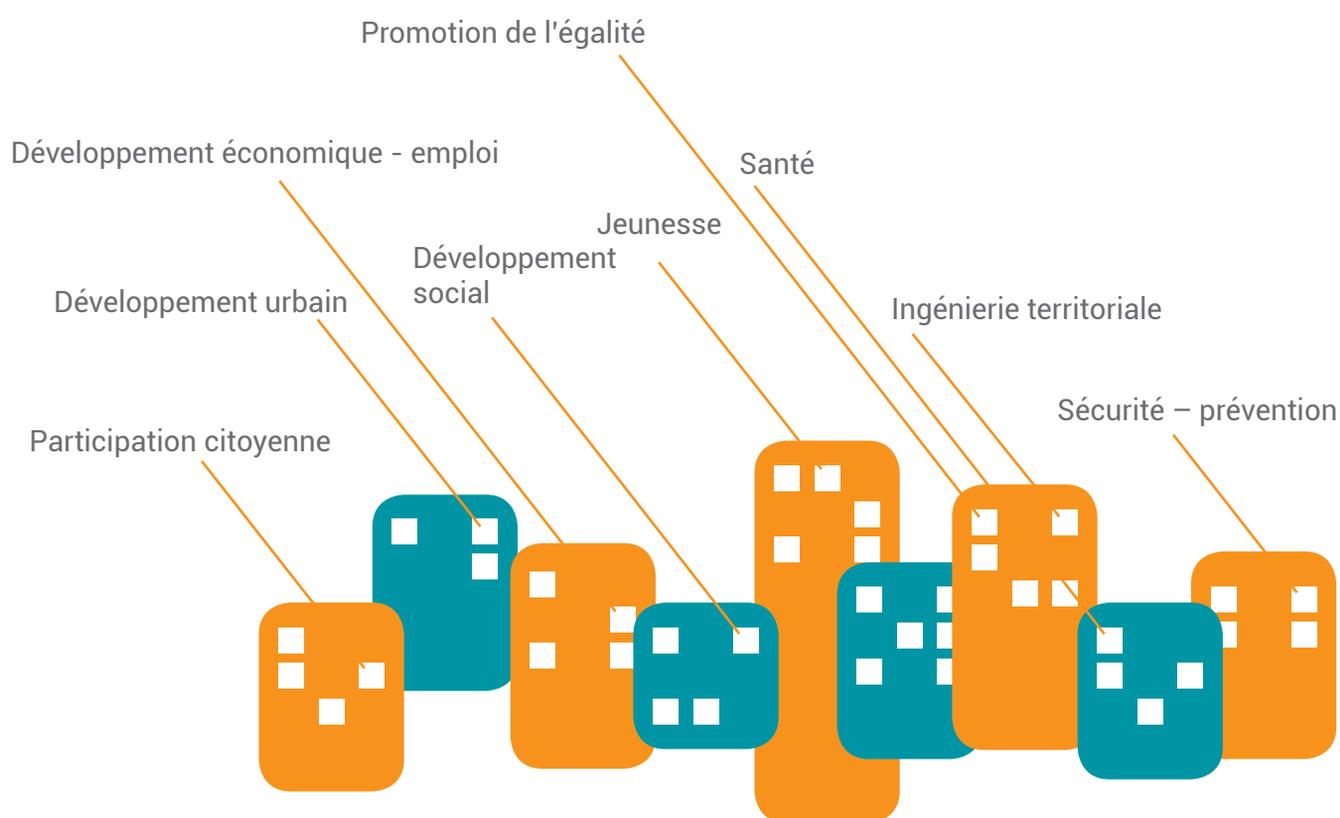
2020 en thèmes et en actions

Politique de la ville : rendre effectives la co-construction et les coopérations	p. 22
Promouvoir l'égalité et la justice sociale	p. 30
Soutenir un développement économique et territorial endogène	p. 40
Porter l'expression des quartiers populaires	p. 46





La structure en 2020



LA STRUCTURE EN 2020

Le Pôle ressources ville et développement social, un facilitateur au service des acteur.rice.s du développement des quartiers et des territoires.



Notre association

Le Pôle ressources ville et développement social est l'un des 19 centres de ressources Politique de la ville qui composent le réseau national des CRPV. Association loi 1901 créée en 1998, elle exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel.le.s, acteur.rice.s de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu.e.s du Val d'Oise et, depuis 2019, des Hauts-de-Seine et des Yvelines, dans les domaines du développement social et territorial. L'association inscrit son approche dans les enjeux de cohésion sociale et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

Notre équipe

est composée de 6 salarié.e.s :

- ▶ Guillaume Dejardin, Directeur,
- ▶ Solène Huberson, Chargée de mission, participation des habitants et intelligence collective,
- ▶ Caroline Dumand, Chargée de mission information, et de la l'égalité femmes/hommes
- ▶ Annie Medjidi, Secrétaire-assistante,
- ▶ Noémie Siéfert, Chargée de mission coopération territoriale et innovation sociale.
- ▶ Franck Doucet, Alternant, Chargé d'étude renouvellement urbain..

Renforcée en 2020 par :

Cécile Renou et James Mbungu, volontaires en service civique, en appui des conseils citoyens, de décembre 2019 à juin 2020.

Solen Gueny, stagiaire en Master 2 de Science Politique à Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, pour étudier les perceptions des bénéficiaires (parents, enfants) des Programmes de Réussite Éducative, de mars à juin 2020.

Nos adhérent.e.s

L'adhésion est l'une des formes de soutien que compte le Pôle ressources afin de mener à bien l'ensemble de ses activités et garantir le développement de ses missions. Parmi nos adhérent.e.s : des collectivités territoriales, des agences publiques, des organismes et bailleurs sociaux, des associations, des professionnel.le.s et expert.e.s de la Politique de la ville et du développement local urbain, mais aussi des membres de la société civile.

Associations

Aorif Île-de-France ; APPC, Sarcelles ; Centre de Services aux Associations ; Escale, Écouen ; Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise ; Fédération des MJC du Val d'Oise ; Imaj, Bouffémont ; Initiative 95, Cergy ; La Sauvegarde 95 ; Mission locale vallée de Montmorency ; Territoire zéro chômeur BAM.

Individuels

Fabienne Dekystspotter ; Christine Erard ; Catherine Guilbert ; Gilles Jeanmougin ; Pierre Le Lohé ; Daniéla Pennini ; Emmanuel Potier , Bernard Rivy.

Collectivités territoriales

Villes : Argenteuil ; Arnouville ; Bezons ; Bouffémont ; Cergy ; Deuil-la-Barre ; Éragny-sur-Oise ; Ermont ; Fosses ; Garges-lès-Gonesse ; Gonesse ; Goussainville ; Louvres ; Montmagny ; Montigny-lès-Cormeilles ; Osny ; Persan ; Pontoise ; Sannois ; Sarcelles ; Soisy-sous-Montmorency ; Taverny ; Vauréal ; Villeneuve-la-Garenne ; Villiers-le-Bel.

Communautés d'Agglomérations :

Cergy-Pontoise ; Roissy Pays de France.

**ZOOM
SUR ...**

L'équipe du Pôle ressources s'est renouvelée en 2020

Un nouveau salarié est arrivé au Pôle ressources à plein temps le 31 décembre 2020. Il s'agit de Benoît Romero, en tant que Chargé de mission éducation et insertion jeunesse.

Nos administrateur.rice.s

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé au maximum de quinze membres, ayant voie délibérative, dont des membres de droit et des membres adhérents.

Personnes morales

- Ville de Taverny, représentée par François Clément, Adjoint au Maire délégué aux quartiers, démocratie de proximité et Politique de la ville,
- Ville de Villiers-le-Bel, représentée par Mariam Cissé, Adjointe au Maire déléguée à la Politique de la ville,
- Ville de Goussainville, représentée par Arnaud Breton, Chargé de mission Politique de la Ville,
- APPC, représentée par Najet Khezzane, Présidente,
- Centre de services aux associations, représenté par Bilal Gherghout, Directeur,
- Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise, représentée par Nabil Kouidi, Président,
- Imaj 95, représentée par Bruno Dumas, Directeur,
- Initiative 95, représentée par Cyril Baraban, Directeur,
- Conseil citoyen des Louvrais, Pontoise, représenté par Gisèle Baron, Présidente.

A titre individuel

- Sylvie Collinet, Cheffe de projet politique de la ville (collectivité locale),
- Daniëla Pennini, Architecte - Urbaniste,
- Krystyna Famery, Retraitée du secteur de la prévention spécialisée,
- Gilles Jeanmougin, Administrateur du CPCV (association d'éducation populaire),
- Emmanuel Potier, Directeur Général Adjoint - direction des services à la population (collectivité locale),

Membres de droit

Caisse des Dépôts et Consignations (membre de droit), représentée par Catherine Boillot, Responsable du renouvellement urbain et de l'Habitat.

Nos financeurs

- Agence nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT, ex CGET),
- Caisse des Dépôts et Consignations (CDC),
- Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep),
- Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France,
- Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) d'Île-de-France,
- Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise,
- Préfecture du Val d'Oise,

Et des partenariats effectifs

Depuis janvier 2020, le Pôle ressources est adhérent au **réseau îsee**. Animé par l'Observatoire Régional de Santé (ORS), département de l'Institut Paris Région, il vise à créer une culture commune en santé environnementale en s'appuyant sur la richesse des acteur.rice.s franciliens et sur leur force de mobilisation. Par ailleurs, le Pôle ressources est toujours partenaire associé de la **FONDA** - plateforme nationale d'intelligence collective du monde associatif et Administrateur de la **Fabrique territoire santé** - centre de ressources national dédié aux politiques de santé sur les territoires.



LA STRUCTURE EN 2020

Une approche transverse

A travers son action, le Pôle ressources travaille à la mise en œuvre de politiques publiques complexes et transversales qui demandent la mobilisation d'acteurs.rice.s multiples (élu.e.s, institutions, collectivités, habitant.e.s, associations) et dont les champs et les niveaux d'intervention ainsi que les modalités de travail se distinguent par leur diversité. L'approche portée s'inscrit dès lors dans une démarche plurithématique dans ses enjeux (participation des habitant.e.s, coopérations éducatives, insertion des jeunes, alimentation & territoires...) cherchant à réunir différents acteurs.rice.s.

2020 : entre approche transverse, observation territoriale et soutien aux réseaux d'acteurs.rice.s

L'activité déployée pour porter cette approche transverse s'appuie conjointement sur des logiques de production et de diffusion d'informations, ainsi que sur la mise en place d'espaces de travail thématiques. Ils prennent la forme d'ateliers, de cycles de qualification ou de formations, l'animation de réseaux de professionnel.le.s, des journées thématiques.

Par ailleurs, le Pôle ressources vient en appui aux démarches portées par les acteurs.rice.s des territoires (collectivités, État, associations...) dans un positionnement de « faire avec ». Enfin, la crise sanitaire a amené l'association à jouer un rôle plus important encore en matière d'observation territoriale (besoins des territoires, initiatives déployées) et la mise en réseau d'acteurs.rice.s, en réajustement permanent.

Notre inscription au sein du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Constitués en réseau national, les CRPV, soutenus par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, mutualisent leurs compétences pour élaborer des outils, dégager des analyses et des propositions communes à partir de leurs connaissances des réalités de terrain. Ce travail de réseau est valorisé via un portail national (voir page 19).

En 2020, cette dynamique de réseau s'est traduite par :

- l'organisation de temps d'échanges hebdomadaires durant le premier confinement,

- la publication d'une note commune sur la crise sanitaire dès le mois d'avril (voir page 17),

- et l'organisation d'un nouveau temps fort à destination de l'ensemble des équipes des CRPV, qui s'est tenu en janvier 2021, en visioconférence. A l'image des



précédentes années, cette rencontre des équipes a permis le partage d'expériences et de réflexion, des débats avec notamment Hervé Guéry et Renaud Epstein, ainsi que des échanges avec les services nationaux et régionaux de l'Etat.

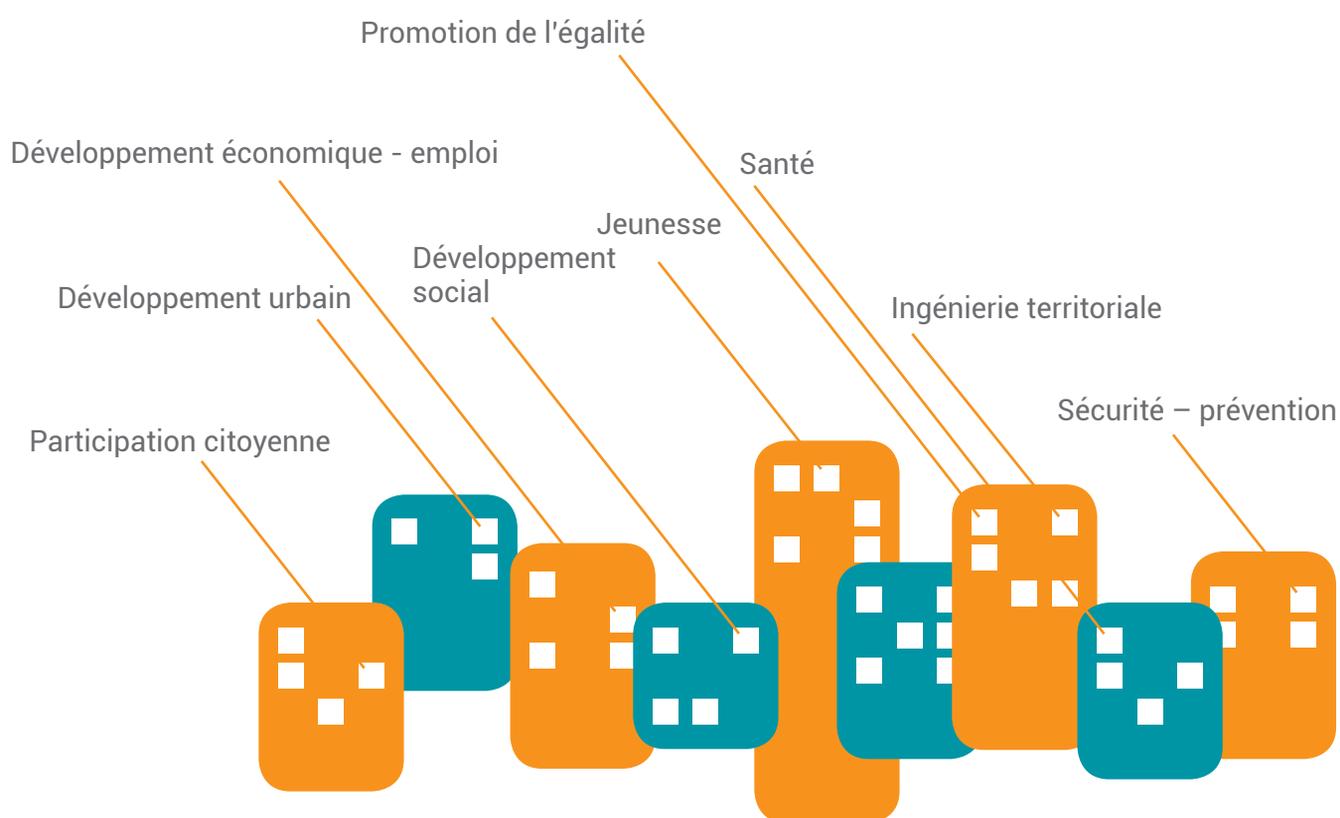
A l'image de l'année 2019, les travaux collectifs au sein de 19 groupes de travail par thématiques ou par métiers se sont poursuivis avec notamment une forte contribution du réseau à l'animation de la « rentrée des cités éducatives » organisée par l'ANCT ou encore la réalisation d'une contribution commune proposant une analyse de la Politique de la ville à l'aune de la crise sanitaire.

Enfin, le travail en réseau des CRPV, qui s'incarne également dans les missions d'information, via des outils de veille mutualisés et partagés, s'est poursuivi en 2020 : mise à disposition de ressources et d'actualités (panorama de presse Politique de la ville, club de veille...). (voir page 18).

L'année 2020 est également marquée par le **renforcement du réseau des 4 CRPV franciliens**. En complément de l'action menée dans leur territoire respectif, les 4 centres de ressources ont en effet initiés ou poursuivis plusieurs démarches communes donnant lieu à des rencontres et des publications sur la Gestion urbaine et sociale de proximité, l'évaluation d'impact des coopérations éducatives ou encore l'analyse des effets de la crise sanitaire.



2020 en résumé





Le Pôle ressources poursuit une mission d'information à l'attention des acteur.rice.s de la Politique de la ville et du développement social, qui se matérialise par le biais de différents outils et ressources : diffusion d'une lettre d'information mensuelle ; capitalisation et diffusion de savoirs et d'expériences dans les territoires, notamment via des fiches expériences ; publications, capitalisations issues d'actions menées par le Pôle ressources ; service « info-doc » (voir ci-dessous).

Le service info doc

Ce service gratuit vise à répondre aux besoins d'information qui émanent des acteur.rice.s de la Politique de la ville et du développement social. Le service info-doc correspond, le plus souvent, à un travail de recueil et de synthèse d'informations, de repérage d'expériences, de personnes et de lieux-ressources.

Les réponses apportées peuvent consister en :

- la recherche de documents ressources,
- l'élaboration d'outils : dossiers thématiques, bibliographies...,
- l'orientation vers les services ou les personnes, professionnel.le.s et acteur.rice.s ressources pertinent.e.s sur le territoire, ou encore le repérage d'intervenant.e.s (sociologues, expert.e.s, etc.) sur un thème donné,
- la diffusion d'offres d'emplois ou aide à la recherche d'emploi.



Les demandes en quelques illustrations

En 2020, **96 demandes** ont été enregistrées. Ceci représente une légère baisse par rapport à 2019, (120 demandes) pouvant s'expliquer en partie par la crise sanitaire et des acteur.rice.s très sollicité.e.s pour traiter de l'urgence au sein des quartiers populaires. Les demandes ont concernées pour près de 23 % des recherches de contacts, de mise en réseau de professionnel.le.s de l'ouest francilien, afin d'échanger sur des initiatives, notamment de solidarité, portées dans ces territoires. Une collectivité a été en recherche de documents dans le cadre du suivi de convention ANRU ; une autre souhaitait échanger sur les enjeux de la Politique de la ville, à l'aune du renouvellement des contrats de ville ; ou encore, une autre cherchait des informations

sur les dispositifs mis en oeuvre au sein des quartiers populaires, tels vacances apprenantes et quartiers d'été. Une demande concernait la recherche de modèles de convention, dans le cadre de la prise en charge de collégiens exclus temporairement de leur établissement. La réponse a consisté à

rechercher des modèles et également à contacter des professionnel.le.s en amont, pour établir une mise en relation. Des recherches d'expert.e.s, sociologues pour animer des temps ou être appuyé dans une démarche ont également été enregistrées : pour mettre en place une coordination mobilisant les acteur.rice.s d'un territoire sur la problématique de l'accès au logement, et souhaitant mobiliser un laboratoire de recherche pour mener une recherche action, dans une logique d'évaluation ; ou pour animer des stages citoyenneté pour de jeunes adultes sous main de justice. Des demandes ont concerné des recherches d'expériences sur la mise en place des cités éducatives ; de partenaires pour un projet artistique avec des habitants sur les espaces extérieurs de la résidence visant à se réapproprier positivement les espaces communs et développer des liens sociaux ; ou encore sur l'installation d'un conseil de quartier. Près de 21 % des demandes concerne des recherches de documents ressources : données statistiques sur les jeunes en quartiers prioritaires ; outils de suivi et d'évaluation de la Politique de la ville ; documents sur l'égalité femmes/hommes au sein des quartiers prioritaires ou encore des études traitant de l'alimentation durable.

14,5%
de demandes
proviennent de
territoires hors ouest
francilien



Les demandes en quelques chiffres

Quelques faits saillants sur l'origine géographique

L'origine géographique des demandes demeure relativement similaire aux années précédentes. L'agglomération Roissy Pays de France sollicite ainsi assez régulièrement le Pôle ressources. En 2020, elle concentre près de 16 % des demandes, quant l'agglomération de Cergy-Pontoise est à 8 % de demandes, ou Val Parisis à 6 %. Les sollicitations de professionnel.le.s hors du territoire demeurent assez élevées d'une année sur l'autre, en 2020 elles représentent 14,5 % des demandes.



20,4 %
d'associations

Quelques enseignements sur le profil des demandeurs

Les collectivités territoriales demeurent encore cette année 2020 majoritaires dans leurs sollicitations, représentant près de 31 % des demandes. Les demandes d'institutions augmentent légèrement : en 2019, elle représentent 18,7 % et près de 19 % en 2020. Les sollicitations d'autres profils d'acteur.rice.s demeurent sensiblement identiques, avec des demandes de bailleurs sociaux et d'individuel.le.s.

Quelques statistiques sur les thématiques

Les demandes sont regroupées autour de **9 grandes thématiques**, harmonisées sur le même modèle que le site internet de l'association.

Ce sont : **la promotion de l'égalité** (accès aux droits ou laïcité) ; **le développement économique et l'emploi** (insertion, ESS) ; **le développement urbain** (habitat, ou environnement) ; **le développement social** (éducation, parentalité, culture) ; **l'ingénierie territoriale** (Politique de la ville, intelligence collective, évaluation) ; **la participation citoyenne** (vie associative ou conseils citoyens) ; **la sécurité et la prévention** (CLSPD ou PSQ) ; **la jeunesse** (réussite éducative, décrochage scolaire) ; **la santé** (inégalités ou promotion de celle-ci).

En 2020, le **développement social concentre, comme en 2019, la majorité des demandes (à près de 21 %)**, suivi par l'ingénierie territoriale avec 12 %. Les thèmes du développement urbain, avec près de 10 % puis ceux de la participation et du développement économique, qui comptent chacun près de 5 % des demandes.

21%
développement
social

5%
développement
économique

5% participation

12% Ingénierie
territoriale

Le centre de documentation

Il regroupe des documents - ouvrages, outils, DVD... -, sur les thématiques du développement territorial, de la Politique de la ville, de ressources en lien avec le territoire, disponibles en prêt ou en consultation sur place. Le service info-doc peut, parmi les réponses apportées à une demande d'information, proposer le prêt d'ouvrages, la mise à disposition d'articles repérés dans des magazines, revues, auquel le Pôle ressources est abonné - le Journal de l'Action Sociale, Alternatives économiques, la Gazette des communes, Urbanisme

➤ Résonances, la lettre d'information

Résonances est la lettre d'information du Pôle ressources. Chaque mois, elle présente l'activité de l'association, en page 1) ; traite de l'actualité de la Politique de la ville et du développement social et territorial au niveau national et local (en page 2) ; valorise par une fiche expérience une initiative portée dans les territoires ouest francilien (en page 3) et repère des ressources, telles des sites web, émissions radio, ouvrages... (en page 4). **Résonances s'adresse à près de 4000 professionnel.le.s de la Politique de la ville et du développement social.**



En cette année 2020 particulière, Résonances a continué de paraître de façon régulière.

➤ Les fiches expériences en 2020 et un recueil compilant l'année

Le Pôle ressources consacre chaque mois la 3ème page de Résonances à la valorisation d'une expérience locale en lien avec la Politique de la ville, le développement social et territorial. Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'entretiens menés auprès de porteurs de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/ou difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives. Les articles s'attachent à varier les thèmes et les porteurs de projets - collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux ... -, ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'œuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés.



En 2020, 9 fiches expériences ont ainsi été réalisées :

- *La ferme de la Butte Pinson : une alternative militante, écologique et innovante à l'incarcération des jeunes*, association la ferme de la Butte Pinson, Montmagny ; **janvier/février** ;
- *Lutte contre les violences conjugales : former les professionnel.le.s et sensibiliser des habitant.e.s à l'échelle de la ville*, ville de Fosses ; **mars** ;
- *L'association Wimoov : des mobilités durables pour favoriser l'insertion professionnelle*, association Wimoov, ouest francilien ; **avril** ;
- *Territoire Zéro chômeur : un projet au service de l'emploi et de la transition écologique*, association TZCLD BAM, Bouffémont-Attainville-Moisselles ; **mai** ;
- *Des portraits statistiques pour appréhender finement les réalités des quartiers prioritaires*, communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ; **juin/juillet** ;
- *Une alliance éducative pour favoriser la réussite de collégiens en REP+*, ville de Gennevilliers ; **août/septembre** ;
- *Une librairie solidaire pour favoriser l'accès à la culture grâce à l'économie circulaire*, SIAE Aptima, Les Mureaux ; **octobre** ;
- *Santé mentale : des ateliers d'échange et d'expression en réponse à la crise sanitaire*, Contrat Local de Santé (CLS) de Villiers-le-Bel et du Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) Val d'Oise Est, Est Val d'Oise ; **novembre** ;
- *Une démarche expérimentale de réouverture d'un espace inoccupé avec et pour les habitants*, ville de Gennevilliers ; **décembre**.

La totalité des fiches expériences de cette année est à retrouver au sein de ce recueil 2020 en libre accès sur le site internet.

► Les publications en 2020

Le Pôle ressources réalise et publie des documents liés aux travaux menés au cours de l'année, en lien avec les thématiques abordées. Il peut s'agir d'outils, de synthèses, d'études locales, de fiches thématiques... dont l'ensemble se trouve en libre accès sur le site internet de l'association.

Adhérer au PRE : le point de vue des professionnels et parents, novembre, 17 p.

Cette étude vise à mieux comprendre le(s) moteur(s) de l'adhésion des familles à l'accompagnement proposé par les Programmes de Réussite Éducative en s'appuyant sur des dispositifs portés dans les départements des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise.



L'abattement de la TFPB, un outil au service des habitants des quartiers prioritaires, octobre, 20 p.

Issue d'un travail coporté par l'AORIF et le Pôle ressources de 2018 à 2020, en lien avec des collectivités et bailleurs sociaux du Val d'Oise, cette publication rend compte de 6 démarches inspirantes, rendues possibles grâce au dispositif d'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (ATFPB).

<https://poleressources95.org/labattement-de-la-tfpb-un-outil-au-service-des-habitants-des-quartiers->



Le renouvellement urbain dans les quartiers prioritaires du Val d'Oise, septembre, 40 p.

Le Pôle ressources publie un état des lieux du renouvellement urbain dans les quartiers prioritaires valdoisiens. Le Val d'Oise fait en effet partie des 5 départements français les plus concernés par le Programme national de rénovation urbaine (PNRU), et pour autant, la documentation publique sur les projets de rénovation urbaine y reste peu développée. Par cette démarche de capitalisation sur les projets urbains, il s'agit de porter une réflexion sur les évolutions organisationnelles et politiques du PNRU au NPNRU. S'appuyant en partie sur des entretiens menés auprès d'agent.e.s de l'État et des collectivités, cette synthèse aspire également à insuffler une perception différente des quartiers prioritaires.

<https://poleressources95.org/le-renouvellement-urbain-dans-les-quartiers-prioritaires-du-val-doise/>



Animation participative, mode d'emploi, le guide, septembre, 32 p.

Répondre à des problématiques complexes implique la coopération. Aussi, croiser les intelligences, les savoirs de chacun.e – qu'ils.elles soient expert.e.s ou profanes – est pour le Pôle ressources une des clés pour apporter des réponses aux problématiques sociales et territoriales, pour faire territoire.

<https://poleressources95.org/animation-participative-mode-demploi/>



Le vieillissement dans les quartiers prioritaires : éclairages sur les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise, septembre, 87 p.

En 2017, l'Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV) publiait une fiche consacrée au vieillissement dans les quartiers prioritaires. Bien que les quartiers dans les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise semblent moins concernés que d'autres départements, les professionnel.le.s évoquent ce public à travers des questions d'isolement, de mobilité, de santé et de perte d'autonomie. Aussi, le Pôle ressources a missionné un groupe d'étudiant.e.s du master 2 « Métiers du politique et gouvernance territoriale » de l'IEP de Saint Germain-en-Laye, qui ont mené une étude visant à mieux appréhender le sujet du vieillissement dans les quartiers prioritaires de l'ouest francilien



Enquête auprès des conseils citoyens du Val d'Oise : Où en est-on des dynamiques en 2020 ?, juin, 31 p.

En décembre 2019, le Pôle ressources a accueilli deux services civiques, avec pour mission d'aller à la rencontre des conseils citoyens du Val d'Oise, afin d'effectuer un état des lieux des dynamiques à l'œuvre, 6 ans après la promulgation de la loi Lamy, et d'en penser le renouvellement. Des entretiens menés auprès de 12 conseils citoyens (sur 31), ont permis d'effectuer une évaluation, dont ceci est une synthèse des résultats.

<https://poleressources95.org/enquete-aupres-des-conseils-citoyens-du-val-doise-ou-en-est-on-des-dynamiques-en-2020/>



L'impact de la crise liée au COVID-19 sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires de la Politique de la ville, avril, 4 p.

Cette note, réalisée en pleine actualité par les directeur.trice.s des Centres de Ressources Politique de la Ville, vise à éclairer la réflexion locale et nationale quant à l'épidémie et son impact sur les habitant.e.s des quartiers prioritaires ainsi que sur le fonctionnement des écosystèmes d'acteur.trice.s locaux. Articulée par thématique, - quand bien même les sujets sont entremêlés -, elle s'attache à mettre en évidence les enjeux tant immédiats (urgence) que prospectifs afin d'envisager la sortie de crise, alors que ses conséquences restent pour l'heure complexes à appréhender.

<https://poleressources95.org/limpact-de-la-crise-liee-au-covid-19-sur-les-habitant-e-s-des-quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville/>



Mesurer l'impact des coopérations éducatives, mars, 10 p.

Cette synthèse reprend les éléments de la première journée consacrée à l'élaboration de stratégies collectives en matière éducative ainsi qu'à la mesure de leur impact. Elle visait à repenser une approche globale de l'éducation pour articuler les interventions de chacun.e et s'approprier les principes de l'évaluation d'impact collectif au service des ambitions éducatives du territoire.

<https://poleressources95.org/mesurer-limpact-des-cooperations-educatives/>





4 lettres « chroniques d'un confinement » pour partager un regard sur les enjeux des quartiers et de la Politique de la ville par les 3 CRPV associatifs franciliens

Le Pôle ressources, en partenariat avec le Centre de Ressources Politique de la ville Essonne, Val de Marne, Seine-et-Marne (CRPVE) et Profession Banlieue (Seine-Saint-Denis) a mobilisé son équipe pour porter un regard sur les quartiers prioritaires franciliens et la Politique de la ville à l'aune de la crise sanitaire.

Une veille s'est structurée autour de groupes de travail dédiés à quatre thématiques : l'habitat, la santé, l'éducation et le travail. Il s'agissait de recenser et d'analyser ce que rapportaient les médias et les prises de parole publiques et politiques, mais aussi – et surtout – les remontées depuis le terrain par les professionnel·le·s. Cette somme d'informations et de témoignages permet de porter un regard sur le vécu et les besoins des habitant·e·s des quartiers, ainsi que sur les réponses apportées et les formes d'intervention face aux différentes urgences. Le partage des principaux constats a, par ailleurs, vocation à alimenter les réflexions et l'action dans la perspective du renouvellement de la Politique de la ville, en 2022 : dans quelle mesure cette politique – son organisation, ses compétences, ses réseaux, ses modes d'action, ses dispositifs – a-t-elle contribué à amortir le choc ? Quelles difficultés propres à ces territoires la crise sanitaire a-t-elle mises en lumière ? En quoi les acteur·trice·s et les actions de proximité revêtent-ils une importance particulière dans ces quartiers ? En ce début 2021, la diffusion de quatre lettres d'information thématiques aura donc vocation à nourrir les débats à venir de la façon la plus concrète et constructive possible. Ces travaux seront publiés au 1er semestre 2021 avec l'ambition d'organiser une rencontre régionale consacrée à la Politique de la ville avec l'ensemble des acteur·trice·s œuvrant en direction des quartiers prioritaires.

2 notes du Pôle ressources traitant de l'éducation face à la crise sanitaire

Le Pôle ressources a publié deux notes traitant de l'éducation face à la crise sanitaire : l'une sur le suivi des décrocheurs, l'autre sur la continuité éducative. Toutes deux sont nourries de différents échanges menés en visioconférence avec les professionnel·le·s de la Politique de la ville (équipes projet des collectivités, programmes de réussite éducative, acteur·rice·s de la santé publique), mais aussi au sein du réseau national des centres de ressources Politique de la ville ainsi que de publications de presse faisant état des inégalités dans le cadre de la crise sanitaire. Elles visent ainsi à nourrir les réflexions des acteur·rice·s engagé·e·s sur ces sujets : facteurs contribuant au renforcement des inégalités éducatives, modalités de suivi des enfants et des jeunes.



Note sur le suivi des décrocheurs

Cette note est nourrie des échanges avec les équipes des Programmes de réussite éducative des départements des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise dans le cadre d'un groupe de pairs animé par le Pôle ressources. Elle s'inscrit dans un contexte de crise sanitaire où, au regard de la continuité éducative, le suivi des enfants et des jeunes décrocheurs constitue une priorité pour l'État. Elle vise ainsi à nourrir les réflexions des acteurs engagés sur ces sujets que ce soit à court terme sur le sujet du suivi, qu'à moyen terme avec l'organisation des programmations d'été.

Note continuité éducative en période de crise sanitaire : enjeux et perspectives d'avenir

Avec la crise sanitaire et la mise en place du confinement, le renforcement des inégalités éducatives, ainsi que la rupture de continuité scolaire et éducative, ont rapidement été mis sur le devant de la scène. Dès les premiers jours, il s'est avéré complexe de maintenir le lien avec tous les élèves, tous les jeunes, toutes les familles et ce, malgré l'adaptation dont ont fait preuve tant les enseignants que les acteurs socio-éducatifs, voire culturels.

► Les outils d'information et de communication du Pôle ressources

Le site internet du Pôle ressources



Le site est un outil de communication et d'information, une « vitrine » des activités et des publications émises par le Pôle ressources. Les visiteurs doivent identifier rapidement rôle et actions de l'association. La refonte du site, a permis de simplifier les entrées de celui-ci pour une navigation plus fluide et intuitive.

En 2020, **82 000 pages ont été consultées**, les rubriques les plus consultées étant les actions proposées par l'association, suivies par les offres d'emploi et les publications.

L'édition d'une lettre spéciale dédiée à la crise sanitaire : "Quartiers populaires et Covid-19, le Pôle ressources vous informe"

Dès le début du premier confinement, en mars 2020, le Pôle ressources a mené une réflexion afin de poursuivre son activité d'information, de mise en réseau auprès des acteur.rices du développement social et territorial de l'ouest francilien. Il a, dans ce cadre, édité une lettre, intitulée "Quartiers populaires et Covid-19, le Pôle ressources vous informe".

La lettre s'est articulée autour de 3 grandes parties :

1 / Le coin des lectures : proposait une sélection d'articles de presse d'actualité sur la situation sanitaire et les quartiers et leurs habitant.e.s. En ressortait la mise en exergue d'inégalités déjà existantes, accrûes par la crise. A titre d'exemples : Face au Covid-19, les quartiers populaires en première ligne : pour une réponse individuelle et collective [Bondy Blog] ; le covid-19, la guerre et les quartiers populaires [Métropolitiques] ; Reconstruire la résilience des territoires [Les Échos].

2 / Des outils et ressources : parmi lesquels une banque documentaire spécialement dédiée à la gestion de la crise du COVID-19 par l'IRDSU ; vivre confiné dans des conditions difficiles, un guide d'information et d'accompagnement de l'ARS Île-de-France ; une contribution à la préparation du déconfinement de France urbaine.

3 / Des initiatives dans les territoires : la mise en place de permanences téléphoniques d'écoute et d'accompagnement par l'équipe de psychologues par l'Espace Ressources Adolescence Parentalité (ERAP) ; un kit de survie pour les familles en confinement du Val d'Oise par le REEAP ; un collectif de citoyen.ne.s à Sartrouville récoltant des repas pour les distribuer aux soignants ; une ligne spéciale Covid-19 dédiée aux locataires par le bailleur social Hauts-de-Seine Habitat ; un questionnaire pour mesurer l'impact de la crise sanitaire du COVID 19 sur les structures de l'ESS par la CA Roissy Pays de France, ou la création d'un groupe d'entraide sur Facebook, "Herblay-sur-Seine solidaire" par la ville.

4 lettres au total (en plus de 3 Résonances) ont été éditées sur la période du premier confinement, de mars à mai 2020.



► Les outils coopératifs du réseau des CRPV

Le panorama de presse dédié à la Politique de la ville du Réseau National des CRPV

10614 vues
en 2020

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville réalise depuis 2013 un panorama de presse quotidien en ligne dédié à la Politique de la ville, via l'outil collaboratif, "Scoop-it". Les chargé.e.s d'information du réseau national relayent à tour de rôle des actualités de portée nationale de la presse écrite, audio et vidéo (synthèses, analyses de journalistes, chercheur.e.s, témoignages d'acteur.rice.s...) pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques.

www.scoop.it/actu-politiquedelaville

La plateforme du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Le réseau s'est doté en 2017 d'un site portail, alimenté par les différents CRPV. Il s'inscrit dans le prolongement de la réalisation du cadre de référence des CRPV. Il répond ainsi aux enjeux de lisibilité et visibilité des centres de ressources Politique de la ville et permet de rendre compte des dynamiques de coopération existantes et à venir. Au fil des pages et rubriques sont présentées les singularités des CRPV et leurs traits communs, les productions individuelles et collectives.

<http://www.reseau-crpv.fr>

Le club de veille

Chaque Centre de Ressources Politique de la Ville réalise une veille afin d'alimenter sa réflexion interne, nourrir les actions menées et informer ses acteur.rice.s. Le « Club de veille », constitué en 2011, est parti du principe que, plus de personnes veillent, moins le temps consacré par chacun à veiller est important. La démarche proposée vise donc à permettre d'optimiser le temps dans le repérage de l'information afin de mieux l'investir dans le traitement. Au-delà, elle permet une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres sources). Ce travail génère une stimulation inter-centres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. Il est alimenté selon une répartition des sources actée collégialement.

La base de données documentaires sur la cohésion sociale et territoriale : COSOTER

Une
augmentation de
11 % des visites par
rapport à 2019

Cosoter est un réseau de professionnel.le.s et une base en ligne de ressources, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale, créée en 2009. Les Centres de Ressources Politique de la Ville du réseau national qui en sont membres l'alimentent quotidiennement. Par le biais de cet outil commun, les CRPV participants donnent à voir la richesse des ressources qu'ils produisent et/ou acquièrent (disponibles en téléchargement ou en prêt). Il rassemble 18 000 publications, 650 périodiques et 2 500 documents numériques à télécharger et compte quelques 30 000 utilisateurs. En 2020, les modalités de travail ont été adaptées au contexte de crise sanitaire. Néanmoins, une formation dédiée à l'indexation des outils de communication, débutée en juin 2019, a permis de poursuivre en 2020 un important travail de refonte de l'outil d'indexation, pendant les périodes de confinement. Il a nécessité une forte mobilisation des membres du groupe de travail : 18 réunions au total se sont tenues tout au long de l'année afin de revisiter en profondeur la liste des mots clés pour faciliter et optimiser les recherches documentaires sur la base. L'année 2020 est également marquée par une hausse relativement conséquente des consultations de la base par rapport à l'année précédente : 11 % de visites en plus par rapport à 2019.

<http://cosoter-ressources.info>

QUALIFIER & METTRE EN RÉSEAU

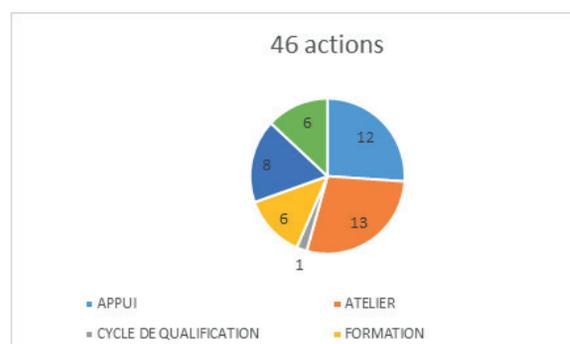


Le Pôle ressources poursuit une mission de mise en réseau et de qualification des acteur.rice.s œuvrant au développement des quartiers, qui se matérialise par la mise en place d'espaces de travail prenant des formes adaptées aux sujets abordés : cycles de qualification, appuis aux territoires, ateliers, journées thématiques... Cette mission s'adresse tout autant aux acteur.rice.s spécifiques de la Politique de la ville qu'à leurs partenaires, avec pour enjeu un renforcement mutuel à partir du croisement des regards.

► Les espaces de travail en chiffres

Il reste complexe d'analyser la participation aux temps de travail mis en place ou soutenus par le Pôle ressources en 2020 au regard de la crise sanitaire et de la difficulté à organiser des temps forts. L'action déployée s'est adaptée très rapidement avec un usage important de la visioconférence et l'utilisation d'outils et de méthodes participatives à distance. Cela a permis de maintenir un haut niveau d'activité tout au long de l'année y compris durant le 1er confinement. Pour autant les actions mises en place ont majoritairement réuni des groupes d'acteur.rice.s majoritairement restreints (10 à 50 participant.e.s) avec pour enjeux de faire réseau, partager les constats et les modes de faire et interroger les pratiques au regard de la situation sanitaire. Cela s'est par exemple traduit par une forte augmentation du nombre de temps entre pairs (acteur.trice.s de la santé, professionnel.le.s des PRE, de la Politique de la ville ou encore de la jeunesse) où il a été question de garder le lien avec les publics, de reprendre contact, de proposer

des solutions en matière de continuité éducative... *In fine*, en 2020, **903 acteur.trice.s différent.e.s ont participé aux 46 actions, - soit 129 demi-journées ou soirées -, (co)organisées par le Pôle ressources pour un total de 1625 participations cumulées.** Il est tout de même à signaler la difficulté cette année pour collecter les « fiches d'émargements » des rencontres organisées en visioconférence. Aussi, les chiffres présentés sont établis à partir des listes collectées, certaines étant manquantes donc non comptabilisées.



Thématiques investies

11 thématiques ont fait l'objet de rencontres au cours de l'année 2020, témoignant de la diversité des sujets abordés par le Pôle ressources avec une volonté de croisement comme par exemple « le développement territorial et les transitions » qui est l'occasion d'établir des passerelles entre les questions de transition écologique et de réduction des inégalités à travers le logement, la mobilité, l'alimentation et l'économie circulaire.

Il est à noter l'investissement important sur :

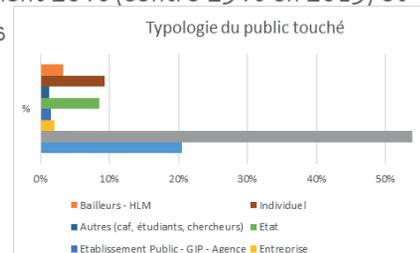
> les questions de santé, en lien avec la crise sanitaire (réseau des coordinateur.trice.s), sur l'alimentation ou encore en appui de la coopérative d'acteur.rice.s nutrition de l'est du Val d'Oise dans le cadre d'un partenariat avec la Direction départementale du Val d'Oise de l'ARS Île-de-France.

> d'éducation au regard de la mise en place des Cités éducatives, de l'animation des réseaux des PRE et du sujet de la continuité éducative.

> d'ingénierie avec des formations sur les coopérations et l'intelligence collective adaptées à l'animation de collectifs à distance.

Les acteur.rice.s des territoires

Les 903 participant.e.s sont particulièrement représentatifs de la diversité des acteur.rice.s œuvrant en direction des habitant.e.s des quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Ainsi, en 2020, les agent.e.s des collectivités restent les principaux et principales bénéficiaires des actions mises en place par le Pôle ressources. Ils · elles représentent cette année 54 % des participant.e.s contre 41 % en 2019. Les acteur.rice.s associatifs et les habitant.e.s sont toujours présent.e.s mais en recul, représentant respectivement 20 % (contre 29 % en 2019) et 9 % (contre 14 % en 2019) du public touché. Quant aux agent.e.s des services de l'Etat, ils · elles restent toujours autour de 10 %, exactement 9 % cette année. Les bailleurs sociaux sont par contre nettement plus représentés que les années passées, en lien avec les démarches portées dans le Val d'Oise et plus largement en Île-de-France sur les sujets de cadre de vie (Gestion urbaine et sociale de proximité, Abattement de la TFPB).



Plusieurs éléments permettent d'expliquer ces constats :

> Une plus grande difficulté d'un certain nombre d'acteur.rice.s (associations, habitant.e.s) pour participer à des rencontres à distance (équipement, connexion) et une mobilisation accrue sur le terrain pour faire face à la crise pour celles et ceux intervenant en proximité.

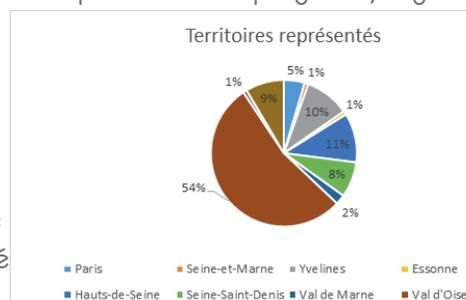
> L'augmentation du nombre d'actions de mise en réseau et d'échanges entre professionnel.le.s de la Politique de la ville qui sont par ailleurs agent.e.s des collectivités (équipes Politique de la ville, chargée de la GUSP, coordinateur.rice.s santé, équipes des P.R.E).

> La part moins importante, en proportion, d'actions en direction des conseils citoyens.

Il est par ailleurs constaté, au niveau des services de l'Etat et bien que leur part soit stable dans le temps, un nombre grandissant d'agent.e.s de l'éducation nationale, en lien avec les actions menées sur le sujet des cités éducatives.

L'évolution de la couverture territoriale

En 2019, le Pôle ressources signait une convention avec la Préfecture de région arrêtant un nouveau territoire d'intervention avec l'ajout, en plus du Val d'Oise où l'association intervient depuis 22 ans, des Yvelines et des Hauts-de-Seine. Le déploiement progressif vers ces territoires constitue un enjeu à part entière, avec l'ambition de faire pleinement ressource sur l'ensemble de l'ouest francilien. Bien que le déploiement soit progressif, au gré des rencontres et du développement de nouveaux partenariats, la part des participant.e.s issu.e.s de ces deux départements (10% Yvelines, 11% Hauts-de-Seine) progresse, avec des actions en présentiel, menées à Gennevilliers, Chanteloup-les-Vignes ou encore Carrières-sous-Poissy. Il est à noter que 10% du public œuvre dans d'autres régions, voir pays, témoignant du rayonnement de la démarche portée par les 4 CRPV franciliens sur la gestion urbaine et sociale de proximité ou encore l'évaluation d'impact des coopérations éducatives.

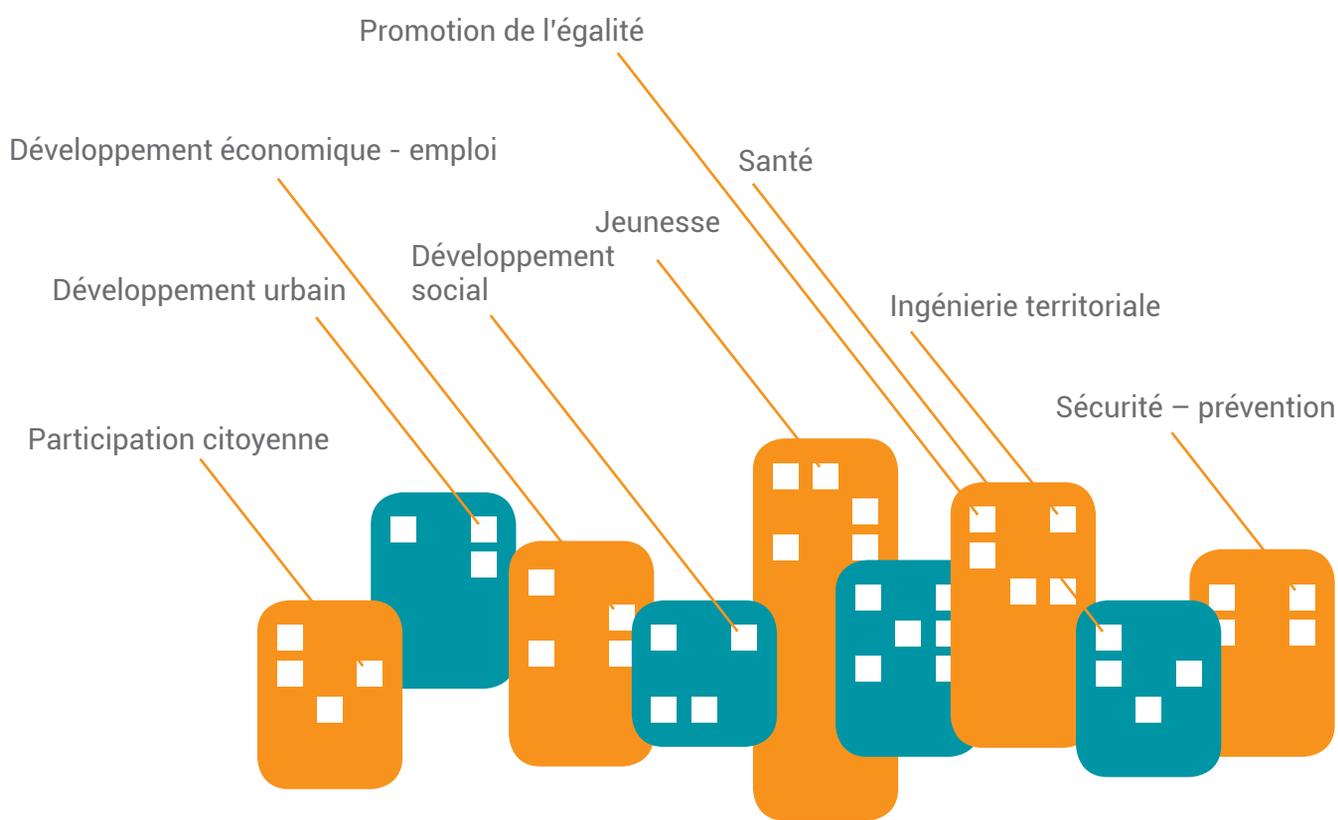


QUALIFIER & METTRE EN RÉSEAU

Appui aux territoires et expérimentations	Demi-journées	Participation
Animation du plan de lutte contre les discriminations - CA RPF	4	31
Animation du réseau PRJJ PIC Hauts-de-Seine	1	17
Appui à la Cité éducative de Chanteloup-les-Vignes	3	37
Appui à la démarche TZCLD Cergy	2	N/C
Appui au diagnostic jeunesse de la ville de Sannois	3	N/C
Assises de la cité éducative de Gennevilliers	3	67
Comité de suivi et d'évaluation de la PSQ	2	30
Conception de l'AMO observatoire - EPT Vallée Sud Grand Paris	2	11
Coopération nutrition - 1 / Coconstruction habitants - 2/ Coconstruction collective	12	132
Coopérative nutrition - Comité de rédaction du projet solidarité	15	87
Projet lutte contre la précarité alimentaire - CA RPF	2	9
Cycles de qualification et formations	2	Participation
Animation participative d'un groupe de travail	4	21
Mesurer l'impact des coopérations éducatives	5	126
Méthodologie de projet et évaluation (Argenteuil et Goussainville)	3	10
Valeurs de la République et Laïcité	6	27
Ateliers	Demi-journées	Participation
Atelier co-construction kit d'animation participative	1	9
Ateliers flashs Insertion jeunesse et crise sanitaire (confinement)/ logement (confinement) santé	4	53
Collectivités-bailleurs : Croiser les regards sur l'abattement TFPB	1	26
Insertion Jeunesse : quels acteurs pour quelles coopérations ?	2	56
Intelligence collective - Comment s'adapter à l'animation à distance ?	2	36
Intelligence collective et coopération	4	32
Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité	1	9
Rapport biennal de la parole des habitants (Garges) /Rapport biennal de la parole des habitants (Goussainville)	5	11
Relation Police - Population Sarcelles (évaluation)	1	7
Transition écologique et réduction des inégalités : fresque du climat	1	30
Valoriser les missions locales du Val d'Oise	1	6
Journées thématiques et visites sur site	Demi-journées	Participation
Insertion professionnelle des jeunes entre précarité, incertitudes et expérimentation	1	35
Quel (s) sens donner à la Politique de la Ville après son lancement ?	1	31
Rencontre territoriale inter-conseils citoyens du Val d'Oise	1	13
Rencontres Franciliennes de la GUSP	2	255
Restitution enquête des Conseils Citoyens	1	15
Séminaire départemental des Cités éducatives du Val d'Oise	8	101
Transition écologique et quartiers prioritaires	2	51
Petit déjeuner « Territoires zéro chômeur de longue durée : les enseignements de l'expérimentation »	1	87
Groupes de pairs	Demi-journées	Participation
Animateurs des conseils citoyens	1	11
Coordonnateurs (trices) ASV/CLS/CLSM du Val d'Oise	8	97
Coordonnateurs et référents de parcours des PRE ouest franciliens	4	46
Equipes de la Politique de la ville Intercommunalités ouest franciliennes	2	12
Equipes Politique de la Ville ouest franciliennes	5	71
Référent.e Egalité Femmes et Hommes	1	7
Réseau des PRE des Hauts-de-Seine	1	5
Réseau des PRE du Val d'Oise	1	16



2020 en thèmes et en actions



POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS



Dans son article 1er, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, - dite loi Lamy -, inscrit la co-construction avec les habitant.e.s, acteur.rice.s du monde associatif, économique, du droit commun... comme un principe central de la Politique de la ville. Répondre à des situations complexes, des fragilités cumulatives parfois durablement ancrées, implique en effet la mobilisation d'acteur.rice.s, y compris les habitant.e.s, dont les réalités institutionnelles, les pratiques et les modalités d'intervention sont parfois très éloignées. Favoriser les convergences et les coopérations est de facto un enjeu central pour la Politique de la ville de surcroît avec la crise sanitaire, qui complexifie les échanges tout en amplifiant les difficultés.

► Identifier les dynamiques à l'œuvre au sein des conseils citoyens

Depuis 2015, le Pôle ressources accompagne la mise en place des conseils citoyens et leur pérennisation. D'abord venu en soutien des professionnel.le.s pour l'installation de ces instances, l'accompagnement du Pôle ressources s'est poursuivi depuis par la mise en place de cycles de co-formations destinés aussi bien aux conseils citoyens qu'à leurs référent.e.s professionnel.le.s (délégué.e.s du préfet, équipes Politique de la ville). Ces cycles de co-formation visent à renforcer le pouvoir d'agir de ces collectifs et leur participation à la mise en œuvre des contrats de ville en abordant les différentes thématiques qui leur sont liées.

Initialement, il était envisagé la mise en place d'une démarche de travail, dans le Val d'Oise, autour du renouvellement des conseils citoyens. La crise sanitaire a impliqué une adaptation de la programmation avec :

- La réalisation d'une enquête « Etat des lieux des dynamiques des conseils citoyens du Val d'Oise » menée par 2 jeunes en mission de service civique et restituée dans le courant de l'année ;
- L'animation du réseau des conseils citoyens du Val d'Oise avec un temps à destination de ceux du territoire de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise et une rencontre valdoisienne consacrée à la remobilisation de ces instances.

Il est par ailleurs à noter le fort impact de la crise sanitaire sur la capacité du Pôle ressources à mobiliser les conseils citoyens ainsi que celui des élections où plusieurs conseiller.e.s ont à présent, dans le Val d'Oise du moins, un mandat électif.

Rencontre : Comment renouveler les conseils citoyens du Val d'Oise ?

En tirant les enseignements des différentes expériences des conseils citoyens du Val d'Oise, cette rencontre, en visioconférence, visait à réfléchir collectivement à des propositions pour renouveler les dynamiques mises en place depuis 2015/2016. Elle a été l'occasion de partager les réussites des conseils citoyens mais aussi d'imaginer ensemble comment surmonter les difficultés en matière de mobilisation.

7 décembre
1 demi-journée
20 participations

État des lieux des dynamiques des conseils citoyens en Val d'Oise

De janvier à juin 2020, 2 volontaires, dans le cadre d'un service civique, ont été missionnés pour interroger les conseils citoyens du Val d'Oise afin de faire un point sur leurs dynamiques, 6 ans après leur création par la loi Lamy et 5 ans après leur mise en œuvre effective. L'ensemble des conseils citoyens « actifs » a été contacté pour participer à l'enquête soit, 31 au total. 12 d'entre eux ont répondu à l'enquête, qui s'est intéressée à la structuration actuelle du conseil citoyen, aux améliorations à apporter pour mieux fonctionner et aux besoins d'accompagnement. Restituée en direction de conseiller.e.s citoyen.ne.s, de délégué.e.s du Préfet et d'agent.e.s des collectivités, cette enquête, - proposant des fiches d'identité par conseil citoyen -, a permis de tirer plusieurs enseignements propres aux situations locales pour certains et en écho des différents travaux à visée évaluative menée à l'échelle nationale (CNDP, laboratoire université, Pas sans nous...).

juin 2020
1 demi-journée
15 participations

16 février
1/2 journée
46 participations

- Une satisfaction dès lors que le lien avec les habitant.e.s est établi et qu'il y a une reconnaissance de la mairie ;
- Un sentiment d'avoir peu d'impacts sur le quartier ;
- Une satisfaction personnelle (engagement, réalisation, utilité, comprendre le quartier et la Politique de la ville) ;
- Une mobilisation décroissante avec des conseils reposant sur quelques personnes seulement ;
- Une difficulté à trouver sa place au sein de l'écosystème d'acteur.ice.s ;
- Une difficulté à faire collectif.

Plusieurs pistes d'amélioration ont pu être identifiées alors que le souhait de pouvoir renouveler les conseils citoyens est exprimé :

- Travailler à être connu des habitant.e.s (fil rouge) ;
- Etoffer les conseils citoyens (renouvellement) ;
- Avoir un accès facilité à un local équipé (imprimante, ordinateur) ;
- Disposer de congés payés pour participer aux réunions tout en étant en activité.

Animation du réseau des conseils citoyens du Val d'Oise

Depuis 2016, le Pôle ressources propose aux conseils citoyens du Val d'Oise des espaces d'échanges autour de différentes thématiques. L'animation du réseau a été grandement perturbée en 2020, avec la tenue de 2 rencontres.

janvier et
décembre
2 demi-journées
24 participations

- La première, à destination des conseils du territoire de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, a été l'occasion de dresser un bilan de l'année 2019 et de proposer de nouvelles perspectives pour 2020, avec en toile de fond la volonté d'un renouvellement pour étoffer les conseils citoyens. D'autres rencontres devaient se tenir en direction des autres territoires mais cela n'a pas été possible, du fait du 1er confinement.
- Une seconde rencontre, en visioconférence, s'est-elle tenue en fin d'année 2020 pour revenir sur l'année écoulée. Les conseils citoyens ont pu témoigner de leur vécu de l'année écoulée tout en interrogeant les suites qui seront données, car, bien que toujours mobilisé.e.s, les participant.e.s ont évoqué l'absence de perspectives sur l'avenir de l'instance, si aucun renouvellement n'est possible.



Perspectives 2021

- Appui à l'animation des conseils citoyens des Hauts-de-Seine avec les services de la Préfecture,
- Réalisation d'une étude sur la participation citoyenne dans les quartiers prioritaires de l'ouest francilien,
- Appui-accompagnement du conseil citoyen d'Éragny sur l'élaboration d'une rencontre publique visant à revaloriser l'image du quartier et impliquer les habitant.e.s du quartier des Dix Arpents.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Groupe de travail du réseau national des CRPV consacré à la participation citoyenne,
- Contribution à la plateforme "Y Aller par 4 chemins" porté par le réseau national des CRPV et partageant des expériences et ressources dédiées à la participation.
- Participation à 3 webinaires de l'institut coopératif, avril,
- Participation aux rencontres nationales de la participation à Mulhouse, octobre.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Transmettre des méthodes participatives et de dynamisation de groupe

La Politique de la ville s'appuie historiquement sur des dynamiques partenariales et participatives. Avec la création des conseils citoyens et la mise en place des contrats de ville intercommunaux, de nouvelles coopérations ont vu le jour, réinterrogeant les postures et pratiques professionnelles. Le Pôle Ressources a engagé un cycle de qualification fin 2017, qui s'est poursuivi et renforcé en 2018, 2019 et 2020 au travers de formations et ateliers permettant d'expérimenter et de mettre en pratique des dynamiques participatives pour animer des groupes de travail et faciliter les coopérations et la coconstruction. Durant la crise sanitaire, des adaptations ont été proposées autour de l'animation de collectifs partenariaux à distance et, enfin, la publication d'un guide de l'animation participative afin de soutenir les pratiques des acteur·rice·s.

Cycle de qualification dédié aux méthodes d'animations participatives de groupe de travail

2 temps de formation « Animation participative d'un groupe de travail » adressés aux professionnel.le.s amené.e.s à animer des dynamiques de travail partenariales. Ces formations permettent de découvrir, d'expérimenter et de s'approprier une posture et des techniques d'animation de réunions, pour stimuler un groupe et produire plus efficacement en mobilisant l'ensemble des participant.e.s. Elles se sont tenues à Carrières-sous-Poissy (78) et Colombes (92)

4 ateliers sur les méthodes d'intelligence collective ont été proposés pour prolonger la dynamique des formations, renforcer les acquis, oser mettre en pratique et partager les expériences. Au regard de la crise sanitaire, ces ateliers ont été l'occasion de partager et s'approprier des méthodes pour soutenir les dynamiques collectives en distanciel.

1 atelier a été consacré à la finalisation d'un guide méthodologique dédié à l'animation participative initié en 2019, coconstruit avec les bénéficiaires des formations.

Enfin, au regard de la crise sanitaire et de l'importance de partager les modes de faire en matière d'animation territoriale, un groupe dématérialisé a été mis en place au printemps de 2020 via la plateforme Whaller. Il réunit 61 professionnel·le·s de l'ouest francilien (461 visites).

Publication : Guide « animation participative »

La coopération constitue la forme de réponse aux problématiques complexes (sociales, environnementales, économiques...) qui traversent les territoires. Plus que jamais, croiser les intelligences, savoirs, compétences, ressources de chacun.e (expert.e.s ou profanes) est nécessaire. Toutefois, initier et entretenir des dynamiques collectives est loin d'être une évidence. Les formations proposées et ateliers déployés constituent des éléments de réponse. (voir page 17).

Soutien aux démarches menées dans les territoires

A la suite et/ou en parallèle des formations et ateliers, le Pôle ressources appuie les démarches initiées dans les territoires en matière d'approche participative. C'est ainsi qu'un accompagnement a été proposé à la ville de Cergy pour la seconde année dans le cadre du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) et à la ville de Taverny à travers la mise en place d'un groupe de de travail local dédié à l'égalité femmes-hommes et d'un second consacré à l'insertion.

Formations :
3 mars à Colombes
10 mars à Carrières-sous-Poissy
21 participations cumulées

Ateliers :
5 rencontres
77 participations cumulées



Perspectives 2021

- Poursuite du déploiement de la formation « intelligence collective »,
- Poursuite de la diffusion du « guide : animation participative mode d'emploi ».

► Coproduire la tranquillité publique

février, juin, décembre
3 demi-journées
participations : N/C

Dans la continuité de la démarche initiée en 2019, le Pôle ressources a poursuivi son accompagnement de l'appui au commissariat de Garges-Sarcelles, en lien avec le déploiement de la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ) et la mise en place du dispositif de Reconquête Républicaine (QRR), dont l'enjeu consiste à rétablir la confiance et développer les coopérations.

Pour rappel, le commissariat a souhaité donner une forme concrète à ce rapprochement attendu entre la police et la population dans l'action de tous les jours, mais aussi par la mise en place d'un comité de suivi et d'évaluation ouvert largement avec pour mission de :

- formaliser un espace et une démarche de suivi et d'évaluation ;
- réfléchir conjointement sur des problématiques rencontrées (rodéo urbains...);
- appréhender les modalités d'action de chacun.e.

En 2020, 3 rencontres se sont tenues. La première, au mois de février, a été l'occasion de porter un jugement évaluatif sur la PSQ avec les membres du comité de suivi et d'évaluation composé d'habitant.e.s, d'agent.e.s des collectivités, des services de l'Etat (Préfecture, Police nationale, Education nationale), de transporteurs et d'associations. L'année 2019 avait en effet été l'occasion de coconstruire un référentiel d'évaluation partagé. Il a ainsi été possible de réaliser **un premier état des lieux** à partir du point de vue des acteur.trice.s, du bilan d'activité de la PSQ et des résultats du questionnaire diffusé également en 2019.

Il en ressort :

- une action visible et une capacité d'action accrue ; une plus grande efficacité de la police ; une plus grande capacité à prendre et partager l'information ; l'efficacité de la convention bailleur, police, justice ; un sentiment d'être en sécurité faible ; une action attendue en fin de journée, durant le marché, à proximité des lieux de transport ; une doctrine d'intervention encore mal connue ; un ancrage des trafics.

A partir de ces constats, ce sont 7 défis/ préconisations qui ont pu être identifiés :

- renforcer les échanges avec les 11-25 ans ; maintenir la qualité des échanges avec les habitant.e.s ; renforcer le travail en commun avec les parents, intégrer les parents dans la politique de prévention ; équilibrer « rencontre avec les acteur.rice.s » et « intervention sur le terrain » ; développer les liens avec les écoles et établissements scolaires, intervenir dans les écoles ; renforcer la communication sur l'action de la PSQ notamment en valorisant les actions conjointes ; maintenir l'action de la PSQ et les effectifs.

A la suite de cette rencontre, un 5ème temps du comité de suivi et d'évaluation depuis son lancement, 2 autres rencontres se sont tenues en visioconférence à la suite du 1er et du 2nd confinement. Ces rencontres, moins mobilisatrices compte tenu du format, ont permis d'échanger autour des réalités de chacun.e et de l'action de la PSQ.

► Renforcer les porteurs de projet

Depuis 2018, le Pôle ressources appuie ponctuellement les territoires en proposant des temps pour renforcer les porteurs de projet (associations et services des collectivités concernées) dans leur capacité à développer leur action. En 2020, les temps proposés aux villes d'Argenteuil et de Goussainville, centrés sur l'évaluation, ont ainsi été l'occasion de s'approprier les notions d'objectifs, d'impacts et d'indicateurs tout en permettant de croiser les actions déployées.

janvier et décembre
1 demi-journée à
Goussainville
2 demi-journées à
Argenteuil
40 participations en
cumulé (estimation)



Perspectives 2021

- Poursuite de l'appui à l'animation du comité de suivi et d'évaluation,
- Organisation de temps de travail consacrés à la tranquillité publique et à la tranquillité résidentiel avec notamment les interventions de Jacques de Maillard (Sociologue au CESDIP) et Virginie Malochet (Sociologue à l'Institut Paris Région).

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Renforcer les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité

Pleinement liée à la Politique de la ville depuis ses origines, la Gestion urbaine et sociale de proximité, qui vise à mettre en œuvre et coordonner localement les actions pouvant contribuer à l'amélioration du cadre de vie des habitant.e.s, s'est généralisée au fil des années, notamment dans les quartiers concernés par les programmes de rénovation urbaine (ANRU). Plus récemment, la loi Lamy de 2014 a rendu obligatoire l'adossé de conventions d'abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) aux contrats de ville, permettant de financer davantage d'actions visant à améliorer le cadre de vie dans les quartiers prioritaires dans un cadre intégré. Dans la continuité des travaux de 2019, le Pôle ressources accompagne localement ces démarches, avec en 2020 :

- la finalisation du travail de bilan partagé sur la mise en œuvre des conventions d'abattement TFPB, avec les bailleurs sociaux du Val d'Oise et l'AORIF,
- une publication commune avec l'AORIF sur les réalisations rendues possible grâce à l'abattement de la TFPB,
- une seconde rencontre régionale des acteur.rice.s de la GUSP, qui donnerons lieu à des actes en 2021.

Bilan partagé sur la mise en œuvre des conventions d'abattement TFPB

En 2018, le Pôle ressources menait un chantier avec des professionnel.le.s de collectivités valdoisiennes afin de mieux appréhender l'intérêt et les points de difficultés autour de la mise en œuvre locale des conventions TFPB. En effet, l'adossé des conventions d'utilisation de la TFPB aux contrats de ville, depuis 2014, a acté ce dispositif comme un réel outil de la Politique de la ville, engendrant également des changements de pratiques pour les acteur.rice.s locaux. Les programmes d'actions menés dans le cadre de l'abattement doivent désormais se définir de façon concertée entre collectivités, bailleurs et services de l'Etat. Un an plus tard, le Pôle ressources, avec l'AORIF, initiait un chantier similaire avec les bailleurs sociaux du Val d'Oise afin de comparer leur regard avec celui des collectivités.

6 mars
1 demi-journée
26 participations

Ces temps d'échanges ont fourni un diagnostic très riche et représentatif de la situation actuelle. Les bilans réalisés, côté collectivités comme côté bailleurs, mettent en exergue des points de convergences sur la manière dont les acteur.rice.s appréhendent le dispositif. Dans la continuité de ce chantier, toujours avec l'AORIF, une rencontre réunissant collectivités, bailleurs et Préfecture (délégué.e.s du Préfet) a été proposée.

Dans la continuité de ce chantier, le Pôle ressources et l'AORIF ont proposé une matinée de travail afin de présenter la synthèse de ces 2 années de travaux, croiser les regards bailleurs/collectivités autour du dispositif et étudier les pistes à mettre en place qui pourront faciliter le partenariat par la suite. De ces échanges a été produite une synthèse, ayant valeur de bilan partagé, mettant en évidence réussites, difficultés, perspectives et modalités d'association des habitant.e.s.

Publication : L'abattement de la TFPB, un outil au service des habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la ville

A la suite des travaux menés avec les acteur.rice.s en charge de l'abattement de la TFPB, l'AORIF et le Pôle ressources ont réalisé une publication rendant compte de 6 démarches valdoisiennes inspirantes rendues possible grâce à ce dispositif. Bénéficiant aux habitant.e.s des quartiers prioritaires du Val d'Oise, ces expérimentations témoignent de l'intérêt et de l'impact du dispositif sur le cadre de vie mais aussi sur d'autres domaines tels le lien social, l'insertion des jeunes, l'action culturelle... dès lors que les acteur.rice.s locaux s'associent dans une démarche de développement social urbain. Les actions retenues ont vocation à inspirer l'ensemble des acteur.rice.s régionaux de la TFPB et constituent une invitation à développer et renforcer les coopérations pour une action au plus près des besoins des habitant.e.s.



Rencontre régionale des acteur.rice.s de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité

1er et 3 décembre
2 demi-journées
255 participations
en cumulé

Pour la seconde année consécutive, les Centres de Ressources Politique de la Ville franciliens, en collaboration avec la ville de Montigny-lès-Cormeilles et l'EPT Plaine Commune, ont organisé une rencontre des acteur.rice.s de la GUSP en Île-de-France. L'objectif demeure la mise en réseau des acteur.rice.s de la GUSP et l'apport de réponses aux problématiques rencontrées sur le terrain. Pour cette année 2020, le thème « Cadre de vie et comportements : comprendre, évaluer et agir » a été mis à l'honneur au travers de différentes approches (apports issus de la psychologie sociale, d'études de terrain ou encore de la présentation de méthodologies spécifiques). La thématique a réuni en visioconférence 255 participant.e.s, preuve de son intérêt.

Ainsi, ces 2 demi-journées ont été l'occasion d'aborder et de partager autour de :

- La mesure de la propreté dans l'espace public (intérêt, méthode),
- La compréhension des comportements afin de travailler au respect du cadre de vie,
- L'étude sur les jets par les fenêtres menée par l'EPT Plaine Commune,
- Et de deux ateliers sur l'analyse des comportements et la mise en œuvre d'une « co-gestion ».

Avec : Hervé GUILLAUME de l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU), Nathalie KREMER de la Ville de Dreux, Xavier BRISBOIS, psychologue social, Abou NDIAYE, membre de l'Atelier de recherche en sciences sociales (ARESS), les CRPV franciliens (CRPVE, Pôle ressources de la ville de Paris, Profession Banlieue), la ville de Montigny-lès-Cormeilles (95) et l'EPT Plaine Commune (93).

Perspectives 2021



- Mise en place d'une démarche d'évaluation d'impact de la TFPB avec l'AORIF,
- 3ème rencontre régionale de la GUSP.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

➤ (Re)Donner du sens à la Politique de la ville à l'aune de la crise sanitaire

Dans le cadre de sa programmation initiale, le Pôle ressources a choisi de travailler avec les professionnel·le·s des collectivités en charge de la Politique de la ville sur le sens de cette politique publique, alors même qu'elle a été fortement remaniée en 2014 et que les territoires sortent d'une période de deux années consacrées à l'évaluation des contrats de ville et à l'élaboration de protocoles d'engagements renforcés avec l'Etat. La crise sanitaire, en plus d'intensifier le besoin de faire réseau à l'échelle de l'ouest francilien et de mettre en évidence la spécificité des quartiers prioritaires et les réalités de leurs habitant·e·s au moins durant le 1er confinement, a par ailleurs constitué une nouvelle occasion d'interroger l'action publique tant en termes de priorités que dans les modalités d'action.

Pour accompagner ces réflexions et l'action, le Pôle ressources a, en 2020 :

- Proposer un séminaire retraçant 40 ans de Politique de la ville ;
- Intensifier la mise en réseau des équipes Politiques de la ville ;
- Mener un travail d'observation et d'analyse avec les autres centres de ressources franciliens sur les effets et enjeux liés à la crise sanitaire ;
- Accompagner les réflexions de l'EPT Vallée Sud Grand Paris sur l'observation et l'évaluation.

Rencontre : Quel(s) sens donner à la Politique de la ville 40 ans après son lancement ?

14 janvier
1 demi-journée
31 participations

En février 2014, la loi Lamy bouleversait la Politique de la ville, en lui assignant de nouvelles ambitions (pilier développement économique et emploi, création des conseils citoyens, pilotage au niveau intercommunal) tout en réaffirmant l'enjeu central et premier de la mobilisation et de l'adaptation des actions relevant des politiques publiques de droit commun. En 2017, le Président de la République ouvre une importante séquence de coconstruction, qui s'est achevée en juillet 2018 par le renforcement et la réaffirmation par le gouvernement, mais également les intercommunalités et métropoles (Pacte de Dijon), de leurs engagements en faveur des habitant.e.s des quartiers. Là encore, il s'agit tout à la fois de mobiliser les politiques de droit commun de l'Etat, des collectivités et des signataires des contrats de ville et de renforcer l'action spécifique (Cités éducatives, adultes relais). Malgré les volontés affichées, la Politique de la ville peine à prendre la place stratégique qui lui revient au niveau local. Son ambition transformatrice et sa capacité d'entraînement, - pourtant formalisées dans les contrats de ville -, sont en effet souvent atténuées par des procédures administratives complexes (reporting, appels à projets...) prenant le pas sur les missions de développement et d'animation et par des priorités changeantes. Dans ce contexte en évolution, le Pôle ressources a proposé aux professionnel·le·s des collectivités en charge de la Politique de la ville un temps pour interroger cette politique publique, ainsi que son portage, à partir de l'intervention du sociologue Renaud Epstein. Ce temps a ainsi permis de débattre des ambitions que se donne la Politique de la ville entre normalisation des quartiers, empowerment collectif ou individuel, laboratoire d'expérimentation ou encore approches sécuritaires.

Avec : Renaud EPSTEIN - maître de conférence en sciences politiques à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Saint-Germain-en-Laye -, spécialiste des questions urbaines (Politique de la ville, renouvellement urbain, évaluation)

Le support de l'intervention de Renaud Epstein est par ailleurs disponible sur le site internet du Pôle ressources.

<https://poleressources95.org/app/uploads/2020/01/Pol-Ville-Intervention-R-Epstein-14-janvier-2020.pdf>



Animer les réseaux de professionnel·le·s de la Politique de la ville

Un réseau ouest francilien

Depuis 22 ans, le Pôle ressources anime un réseau des professionnel·le·s en charge de la Politique de la ville (DGA, Chef·fe·s de projet, Chargé·e·s de mission). En 2020, ces rencontres du réseau ont revêtu un caractère particulier pour 2 raisons. Tout d'abord, des participant·e·s des 3 départements de l'ouest francilien s'y sont retrouvé·e·s pour la 1ère année. D'autre part, ces 5 rencontres se sont tenues en visioconférence dont 4 durant le 1er confinement. Il était initialement question d'anticiper les phases de bilan et d'évaluation des contrats de ville. Au final, la crise sanitaire s'est imposée avec pour sujets les organisations et capacité d'agir de chaque collectivité, les réalités des quartiers (habitants et acteurs de proximité), les initiatives locales et l'appropriation des décisions, circulaires, appels à projet. Ces échanges ont largement nourri les lettres « chroniques d'un confinement » produites par les CRPV franciliens.

Tout au long de l'année
5 demi-journées
71 participations en cumulé

Mettre en réseau les professionnel.le.s des EPCI

Pour la première année, le Pôle ressources a organisé 2 rencontres des équipes « Politique de la ville » des 11 EPCI de l'ouest francilien. Le pilotage des contrats de ville à l'échelle des EPCI reste un élément relativement nouveau dans la Politique de la ville au sein de territoires dont les périmètres ont fortement évolué au 1 janvier 2016. Les nombreux échanges avec les professionnel·le·s des intercommunalités ont permis d'identifier le besoin d'un réseau spécifique pour partager autour des organisations de chacun mais également de la manière dont la notion de pilotage est traduite.

2 rencontres
2 demi-journées
12 participations en cumulé

Développer un observatoire territorial au sein de l'EPT Vallée Sud Grand Paris

Le dernier trimestre 2020 a été l'occasion d'accompagner l'EPT Vallée Sud Grand Paris (Antony, Bagneux, Chatenay-Malabry). Suite au renouvellement des exécutifs locaux à la suite des élections communales et intercommunales et pour anticiper l'évaluation des contrats de ville, le territoire a souhaité développer une mission d'observation à l'échelle de l'ensemble de l'EPT sur les questions de cohésion sociale. Dans une posture d'animateur/ facilitateur, le Pôle ressources a appuyé ces travaux qui ont mobilisé les 3 villes concernées par la Politique de la ville, la Préfecture (déléguée du Préfet), le Conseil départemental des Hauts-de-Seine et Vallée Sud Grand Paris. Deux rencontres ont permis de coconstruire un cahier des charges partagé pour une mission ayant vocation à :

- Mettre en synergie les stratégies déployées sur le territoire de l'EPT Vallée Sud Grand Paris en matière de cohésion sociale et territoriale ;
- Renforcer la capacité à observer le territoire et à appréhender les besoins des habitants en matière de cohésion sociale (quartiers prioritaires, quartiers en veille active, fragilités) ;
- Créer un cadre commun d'évaluation de l'action publique en matière de cohésion sociale et territoriale (évaluation globale, suivi et évaluation des actions) ;
- Définir une stratégie de mise en œuvre opérationnelle.

4 lettres « chroniques d'un confinement » pour partager un regard sur les enjeux des quartiers et de la Politique de la ville

Le Pôle ressources, en partenariat avec Le Centre de Ressources Politique de la ville Essonne, Val de Marne, Seine-et-Marne (CRPVE) et Profession Banlieue (Seine-Saint-Denis) a mobilisé son équipe pour porter un regard sur les quartiers prioritaires franciliens et la Politique de la ville à l'aune de la crise sanitaire. (voir page 17).



Perspectives 2021



- Rencontre régionale consacrée à la Politique de la ville,
- Séminaire sur la Politique de la ville à destination des élu.e.s de l'ouest francilien,
- Appui aux réflexions relatives à l'évaluation des contrats de ville,
- Animer du réseau des professionnel·le·s de la Politique de la ville.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Participation au groupe test de l'ANCT, plate forme de la Grande Équipe Républicaine, 7 janvier, Paris.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE ♡



L'égalité constitue l'un des piliers du triptyque républicain ainsi que la pierre angulaire de la philosophie soutenant la Politique de la ville, l'égalité des chances ou la réduction des inégalités sociales et territoriales. S'intéresser à promouvoir l'égalité amène à s'emparer de sujets relatifs aux différentes facettes qu'elle revêt, notamment la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité femmes-hommes, l'accès aux droits et aux services...

➤ Accompagnement à la promotion et à la prévention de la santé

Groupe d'échanges des coordonnateur.rice.s santé (ASV/CLS/CLSM) du Val d'Oise

février à décembre
9 demi-journées
20 participations en cumulé

Le groupe des coordonnateurs · rices ASV/CLS/CLSM représente un collectif d'une quinzaine de personnes. Ce dernier vise à permettre aux professionnel.le.s d'avoir un espace de parole entre pair.e.s au sein duquel elles.ils peuvent faire des partages d'expériences, échanger des ressources et traiter des sujets qu'elles.ils souhaitent.

En 2020, en raison de la crise sanitaire, le groupe s'est réuni de façon plus régulière, au total sur 9 demi-journées ; majoritairement en visioconférence. Cela a été l'occasion de travailler en étroite collaboration avec la délégation départementale 95 de l'ARS avec laquelle les liens se sont renforcés, ainsi que d'autres partenaires franciliens ou nationaux tels que PromoSanté Ile-de-France et Fabrique Territoires Santé, dont le Pôle ressources fait partie du conseil d'administration.

Les coordonnateur.rices ont notamment durant cette année pu :

- Partager sur le programme d'action 2020 des professionnel.les ;
- Échanger sur la crise sanitaire et les difficultés rencontrées (prévention avec les gestes barrières, dépistage, vaccination, et actions pour pallier les conséquences de la crise sanitaire) ;
- Faire un bilan suite au premier confinement pour en tirer des enseignements ;
- S'exprimer sur leurs différents besoins auprès de trois structures qui peuvent leur apporter des ressources (PromoSanté Ile-de-France, DD95 de l'ARS et le Pôle ressources) ;
- Échanger avec Fabrique Territoires Santé sur la notion « d'habiter ».

Suite à une demande pour disposer d'un outil collaboratif interne, le Pôle ressources a également créé un groupe d'échanges « Santé » sur la plateforme Whaller afin que les coordonnateur.rice.s puissent échanger des ressources en lien avec la crise sanitaire mais aussi des actualités, webinaires, interrogations.

Groupe d'échanges des coordonnateur.rice.s santé (ASV/CLS/CLSM) des Hauts-de-Seine

novembre
1 demi-journées
10 participations

Le Pôle ressources a pu aller à la rencontre de certain.es coordonnateur.rices de santé des Hauts-de-Seine par l'intermédiaire de la délégation départementale de l'ARS.

Cela a été l'occasion de présenter les missions du Pôle ressources et son extension territoriale puis d'échanger autour de la crise sanitaire.

► Renforcer le partenariat avec les acteur.rice.s de la promotion de la santé en Île-de-France

Préparation d'un cycle de rencontres à destination des nouveaux coordonnateur.rices ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France avec PromoSanté IDF et le réseau des CRPV franciliens

Le Pôle ressources, en partenariat avec PromoSanté Île-de-France, et le réseau des CRPV franciliens (Profession Banlieue, Centre politique de la ville pour la Seine Saint-Denis, le CRPVE pour l'Essonne, le Val de Marne, et la Seine-et-Marne), ont amorcé un travail pour proposer un cycle de rencontres aux coordinateur.rices ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France en deux temps :

- Une première rencontre pour partager les enjeux et l'actualité des démarches territoriales de santé destinée aux coordonnateur.rice.s ASV/CLS/CLSM, aux élu.e.s, aux responsables des services en charge des questions de prévention et promotion de la santé dans les collectivités territoriales ;
- Une deuxième rencontre pour soutenir la prise de fonction des coordonnateur.rice.s ASV /CLS /CLSM.

Ces rencontres devraient avoir lieu en 2021 à deux reprises.

Par ailleurs, le Pôle ressources a participé, dans le cadre de partenariats, à divers temps :

- En tant que membre du Conseil d'administration de Fabrique Territoire Santé, aux temps de l'association ainsi qu'à un groupe de travail autour du dossier ressources sur l'Habitat (mai - septembre 2020) ;
- Participation au groupe Santé du réseau national des CRPV ;
- Participation au groupe d'appui de l'ARS Île-de-France à la réduction des inégalités de santé dans la stratégie de déconfinement (3 réunions).

Perspectives 2021



- Animation d'une rencontre de sensibilisation des élu.e.s de l'ouest francilien à la santé mentale (mai 2021).



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Participation au groupe Santé du réseau national des CRPV,
- Participation à la journée Nationale de Fabrique Territoires Santé sur l'alimentation, Bordeaux, 17 janvier,
- Journée Régionale des Contrats Locaux de Santé d'Île-de-France, Paris, 5 février,
- « Achat responsable : comment dépasser les freins & contraintes économiques ? » par le réseau ISEE, visioconférence, février,
- Journée santé mentale URIOPSS, Paris, février,
- Journée consacrée à l'alimentation de PQN-A, Angoulême, 13 février.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE ♡

➤ Appui-Accompagnement : Coopérative acteur.rice.s santé Nutrition Est Val d'Oise

Initiées dans le cadre du Plan régional de santé d'Île-de-France 2018-2022 (PRS2), les coopératives d'acteur.rice.s santé sont des interventions en promotion de la santé qui s'articulent en complémentarité avec les dispositifs existants (Contrat local de santé - CLS, Conseil local de santé mentale - CLSM, Atelier santé ville - ASV...) sur des thématiques peu ou pas couvertes ou complexes à mettre en œuvre au niveau local.

La naissance de la coopérative est issue de la volonté de cinq villes voisines de l'Est du Val d'Oise disposant d'un CLS (Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel) à investir la thématique « nutrition ». Compte tenu du taux de prévalence élevé du diabète et de l'obésité sur ce territoire très prioritaire du Val d'Oise, la délégation départementale (DD) s'est mobilisée pour soutenir les acteur.rice.s du terrain à travers la coconstruction et le pilotage d'une coopérative d'acteur.rice.s, qui a émergé en 2018. Les données épidémiologiques mettent en évidence des problématiques de santé publique. La coopérative mise en place répond à un besoin exprimé par les acteur.rices de terrain mais également aux priorités de l'Agence Régionale de Santé. Enfin, le projet rend compte d'une problématique identifiée par les acteurs.rice.s de terrain : la difficulté d'impliquer les parents d'enfants bénéficiant d'actions alors même qu'il est fortement recommandé dans la littérature scientifique de le faire pour un meilleur impact des actions. Une étude focus group a été réalisée en 2019 par le Pôle ressources avec 87 habitant.e.s de l'Est du Val d'Oise (8 groupes) et a fait ressortir les représentations des habitant.es et les leviers d'actions possibles.



Coconstruction avec les habitant.e.s de défis intergénérationnels de cuisine

La seconde phase de la démarche de la coopérative d'acteur.rice.s nutrition s'est poursuivie au cours de l'année 2020. Les habitant.e.s et professionnel.le.s de la coopérative Est Val d'Oise se sont réuni.e.s à plusieurs reprises de façon communale et intercommunale, pour, ensemble, coconstruire des actions ayant émergé dans les focus group. Les paragraphes ci-dessous visent de façon non exhaustive à revenir sur les différentes séances de travail.

janvier à decembre
18 demi-journées
70 participations en cumulé

Le 7 janvier, les habitant.e.s et professionnel.le.s des cinq villes concernées se sont réuni.e.s pour travailler ensemble sur une quinzaine d'actions à coconstruire, regroupées autour de trois axes : se challenger autour de l'équilibre alimentaire ; s'informer, se repérer ; jardiner, bouger. Cette matinée d'échanges réunissant des représentant.es des cinq villes - Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel - a permis, à l'aide d'un débat mouvant, de réfléchir à l'importance et à la faisabilité de chacune de ces actions. Trois d'entre elles se sont démarquées : un défi cuisine intergénérationnel ; la mise en place d'Opticourses visant à améliorer les paniers d'achat des familles et la confection de petits déjeuners traditionnels ; manger équilibré, bouger puis jardiner. Lors du COPIL, l'articulation de 3 actions en un projet structurant a été validée. En effet, le COPIL a mis en lumière la complémentarité de ces trois actions car elles forment un ensemble cohérent et peuvent s'articuler de manière chronologique avec l'approvisionnement en début de projet puis l'apport théorique de différents savoirs autour de la nutrition, de la cuisine et du jardinage et enfin, la mise en œuvre ludique avec les défis de cuisine et la pratique d'activités physiques.

- Premières séances communales : brainstorming d'idées sur les défis cuisine, formations, approvisionnement et objectifs

Le but de ces premières séances, qui ont eu lieu au sein de chacune des cinq villes, à partir de la même trame, a été avec les habitant.e.s de :

- 1) remplir individuellement un questionnaire sur les pratiques alimentaires et l'activité physique,
- 2) se remémorer les 3 projets travaillés et retenus le 7 janvier lors de la séance intercommunale,
- 3) réfléchir ensemble sur les formations et différents types de défis qui pourraient être mis en place en essayant d'y intégrer les 3 actions retenues.

- Deuxièmes séances communales : sélection de deux défis et description des actions, de leur organisation...

A cause du contexte de crise sanitaire, cette deuxième séance a pu se faire uniquement au sein de quatre villes : Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Goussainville et Sarcelles. Le but a été de :

- 1) réfléchir à sa consommation de fruits et légumes de saison à travers un support ludique de cartes pour deviner ensemble la saisonnalité de quelques fruits et légumes. Les participant.e.s ont pu également recevoir un calendrier conçu par la ligue contre le cancer.
- 2) Les participant.e.s ont eu l'opportunité de prioriser et de regrouper, à l'aide d'un diagramme, les différents défis qu'ils ou elles avaient imaginés lors de la séance précédente. A l'aide de ce diagramme, ils/elles ont pu en sélectionner deux à mettre en œuvre.
- 3) Les habitant.e.s ont pu y renseigner le nom du défi, sa description, son intérêt / objectif, la constitution des groupes et du jury, la temporalité, le lieu, les moyens et besoins humains et matériels et enfin les choses à réaliser.

Animation de la page Facebook de la coopérative

Du fait de la crise sanitaire, le projet a dû être repensé et la coconstruction suspendue. Un groupe de solidarité à distance via une page Facebook, alimentée par les idées des groupes whatsapp d'habitant.e.s des cinq villes de la coopérative a ainsi été créé. Cet espace d'échange intercommunal a permis de favoriser le partage d'astuces et d'initiatives en lien avec l'alimentation et l'activité physique avec les personnes qui le souhaitent, et ainsi garder un lien étroit avec les habitant.e.s mobilisé.e.s dans la coopérative. Chaque jour a donné lieu à un post en lien avec une thématique (défi d'alimentation et d'activité physique, astuce, ressource liée au covid-19, partage d'une recette, jeu, citation, etc). De nombreux groupes de solidarité existaient déjà au sein de chaque ville par le biais de groupes whatsapp ou de pages Facebook. L'objectif de cette nouvelle page a été de s'appuyer sur ces groupes existants, en être la passerelle et créer un mouvement de solidarité intercommunal. Afin d'assurer le suivi de cette page et de penser collectivement aux posts journaliers, faire remonter les envies des habitant.e.s, un comité de rédaction a été créé. Ce dernier s'est fait par conférence téléphonique pendant la durée du confinement et post-confinement.

avril à décembre
25 demi-journées
15 participations en
cumulé



Renforcer l'appui-accompagnement de la coopérative d'acteurs.rices nutrition avec deux volontaires en service civique

Dans la continuité des focus group, et depuis janvier 2020, le Pôle ressources coordonne ainsi la mise en place de défis intergénérationnels de cuisine au sein des 5 villes de la coopérative. Hormis les défis cuisine, les habitant.e.s pourront suivre des formations en lien avec la nutrition, le cuisiner sain et le jardinage. Le Pôle ressources a identifié la nécessité de bénéficier d'un appui et d'un soutien à la démarche et à la mise en œuvre du projet. Deux volontaires en service civique ont ainsi été recrutées pour une mission de 7 mois, débutant en décembre 2020. Celle-ci vise à venir en soutien à la coordination et la mise en œuvre des défis intergénérationnels sur différents volets :

- Assurer une présence et un accompagnement auprès des acteur.rice.s de la coopérative (mobilisation des habitant.e.s, logistique, achats, installations...);
- Communiquer sur les actions mises en œuvre (alimenter les pages Facebook et Instagram dédiées à la coopérative);
- Faire le lien avec les prestataires (chef cuisinier, CODES 95, association de jardinage) qui dispensent les formations;
- Assurer le suivi du projet (rédaction des comptes rendus après chaque animation) et contribuer à évaluer le projet.



Perspectives 2021

- Accompagnement des 2 volontaires en service civique,
- Formations nutrition, cuisine, jardinage,
- Lancement d'une page Instagram,
- Livrable sur l'évaluation du projet,
- Réalisation de deux défis intergénérationnels de cuisine par ville.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

► Lauréat de l'AMI Alim'Activ « Agir contre la précarité alimentaire par la coordination territoriale », porté par l'ANSA

Suivi d'une formation-action au côté de l'Agglomération Roissy Pays de France

novembre à decembre
2 journées
Participations en
cumulé : NC

En 2018, l'Agence Nouvelle des solidarités actives (ANSA) lance le projet Alim'Activ, ayant pour but d'établir un diagnostic de l'aide alimentaire sur plusieurs territoires d'Île-de-France.

Dans la continuité, l'ANSA publie, en juillet 2019, une étude sur les pratiques inspirantes en matière de coordination de l'aide alimentaire. A la suite de ce travail, l'ANSA, grâce au soutien du Conseil régional d'Île-de-France, de l'ARS Île-de-France et de la DRIAAF, lance, en août 2020, une formation-action pour accompagner 8 territoires franciliens dans leurs démarches de coordination pour lutter contre la précarité alimentaire.

La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, en partenariat avec le Pôle ressources, a été lauréate de cet Appel à Manifestation d'Intérêt. Avec 7 autres binômes d'acteur.ices (CCAS/ville, Association, Département), le binôme territorial du 95/77 a pu suivre une formation-action gratuite pendant 6 mois afin d'être accompagné dans la mise en place d'une instance de coordination au niveau local.

En 2020, deux formations ont été suivies pour :

- 1) lancer une démarche de coordination, avec comme sous-objectifs pédagogiques : s'approprier l'intérêt d'une coordination locale, se sentir légitime à lancer la coordination sur son territoire, identifier les acteur.ices de sa coordination, et choisir comment se lancer.
- 2) Faire émerger des besoins et priorités partagés sur le territoire avec comme sous-objectifs pédagogiques : faire émerger les priorités des usagers, comprendre les enjeux logistiques des associations, repérer les financements mobilisables sur le sujet, être accompagné pour construire une méthodologie de coordination de lutte contre la précarité alimentaire sur l'agglomération.

Lancement d'un groupe de travail avec les CCAS des quartiers prioritaires de l'Agglomération Roissy Pays de France

novembre à decembre
2 demi-journées
10 Participations en
cumulé

Le binôme territorial a pu amorcer une coordination de la lutte contre la précarité alimentaire à l'échelle locale et mettre en application sur le terrain l'apport théorique et méthodologique apporté par les formations. Pour se faire, le Pôle ressources et l'Agglomération Roissy Pays de France ont organisé en 2020 deux rencontres avec 6 CCAS du territoire concernés par la Politique de la ville (Villiers-le-Bel, Goussainville, Garges-lès-Gonesse, Villeparisis, Gonesse, et Sarcelles). L'objectif de ces rencontres désormais mensuelles, a été de favoriser tout d'abord un espace d'interconnaissance, de dialogue, de réflexion et de partage d'expériences. Avec l'aide d'un questionnaire adressé aux CCAS, le but a ainsi été d'amorcer la construction d'un état des lieux en matière d'aide alimentaire. Enfin, les premières pistes d'actions partagées sont en cours de réflexion et devraient se poursuivre en 2021, notamment la réalisation d'une cartographie interactive en ligne, recensant les actions existantes sur le territoire, à destination des professionnel.les, et la constitution d'un groupe de travail élargi (CCAS, associations d'aide alimentaire et ensemble des parties prenantes).



Perspectives 2021

- Poursuite des rencontres avec les CCAS de l'agglomération,
- Portage d'actions communes,
- Réalisation d'une cartographie interactive.

► Promotion de l'égalité et lutte contre les discriminations

Cycle de formation aux Valeurs de la République et Laïcité

Chaque année, depuis 2016, le Pôle ressources contribue au déploiement du plan national Valeurs de la République et laïcité, avec, en 2020, la mise en place de 2 sessions de formation. La première s'est adressée aux administrateur·trice·s de la Sauvegarde du Val d'Oise (protection de l'enfance et de la jeunesse) et la seconde aux professionnel·le·s oeuvrant sur les territoires de Fosses et de Louvres.

janvier et novembre
2 sessions
27 participations

Groupe de travail sur la promotion de l'égalité et la lutte contre les discriminations

Une 5ème rencontre du groupe de travail « lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité » s'est tenue au début de l'année. Ce dernier temps d'un cycle visant à soutenir les pratiques des acteur·rice·s engagé·e·s sur ces sujets et initié à la fin de l'année 2018, fut l'occasion de partager des outils ressources (films, expositions, démarches). La rencontre a par ailleurs permis de dresser un bilan des travaux engagés et des perspectives, avec notamment des enjeux de partage plus large des réflexions menées, au-delà du groupe de travail.

28 février
1 demi-journée
9 participations

Avec : la fédération des centres sociaux du Val d'Oise

Appui à l'animation du PT LCD de la CA Roissy Pays de France

Malgré la crise sanitaire et les différents confinements, le Pôle ressources a poursuivi son appui à la CA Roissy Pays de France pour animer son plan territorial de lutte contre les discriminations. Cela s'est traduit par 4 rencontres en visioconférence, pour définir les contours d'une rencontre consacrée aux discriminations dans l'emploi, avec la volonté de porter à connaissance les démarches existantes sur le territoire, valoriser les pratiques inspirantes en matière de recrutement, soutenir les pratiques des professionnel·le·s accompagnant les demandeur·euse·s d'emploi. Au-delà, ces espaces ont permis de conserver les liens entre des acteur·rice·s des collectivités, d'associations et de services de l'Etat. Cette rencontre devrait se tenir au cours de l'année 2021 en fonction des contraintes relatives à la crise.

janvier à décembre
4 demi-journées
31 participations en cumulé

Appui-accompagnement : intégrer le sujet de l'égalité femmes/hommes, ville de Taverny

Des élu·e·s, des services de la ville - jeunesse, culture, prévention, vie associative...- se sont réuni·e·s en présentiel, pour réfléchir, avec l'appui du Pôle ressources, à intégrer le sujet de l'égalité femmes/hommes de façon transversale au sein des services. Après un quizz pour introduire et sensibiliser aux inégalités entre les femmes et les hommes, en termes d'emploi, d'occupation de l'espace public, d'éducation... des groupes ont été formés et invités à réfléchir à ce qu'ils voudraient mettre en place (pour les professionnel·le·s, dans les services et pour les tabernacien·ne·s) sur ce thème. Puis, chaque participant·e a sélectionné les trois projets qui lui semblaient les plus intéressants et pertinents à mettre en oeuvre. La matinée était organisée avec des méthodes d'intelligence collective et participatives. Parfaire ses connaissances pour mieux maîtriser le sujet ou la nécessité de partir d'un socle commun à travailler ensemble pour poursuivre le travail à venir font partie des attentes exprimées..

6 février
1 demi-journée
22 participations

Groupe de travail des référent·e·s égalité femmes/hommes du Val d'Oise

Le Pôle ressources a proposé, en partenariat avec la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité, un temps (en visioconférence) d'interconnaissance et d'échanges, aux chargé·e·s de mission à l'égalité entre les femmes et les hommes sur le Val d'Oise, afin de partager entre pair·e·s ce qui est l'oeuvre dans les territoires : difficultés, interrogations que peuvent rencontrer les un·e·s et les autres, actions et démarches menées dans les territoires..

4 juin
1 demi-journée
7 participations

Avec : la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité



Perspectives 2021

- Repérer et proposer un temps entre pair·e·s des territoires des Hauts-de-Seine et des Yvelines,
- Organiser une journée de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes,
- Poursuite de la mise en oeuvre des formations Valeurs de la République et laïcité,
- Poursuite de l'appui à l'animation du PTLCD de la CA Roissy Pays de France.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

► Une société ambitieuse pour sa jeunesse

Construire une société porteuse d'une réelle ambition éducative induit l'activation de leviers multiples, impliquant tout aussi bien les acteur.rice.s de l'éducation dans ses différentes acceptions (scolaire, populaire...), que ceux de la parentalité et de la jeunesse. Coordonner, interroger les pratiques, médiatiser les « frottements » entre des univers professionnels différents constituent des enjeux clés pour développer les convergences en faveur de la jeunesse des territoires.

Accompagnement des Programmes de Réussite Éducative

Les groupes de travail animés par le Pôle ressources depuis la création des Programmes de Réussite Educative constituent un espace d'échanges pour les professionnel · le · s, afin de croiser les expertises, questionnements et pratiques, dans une optique d'interconnaissance. Ils sont aussi l'occasion d'accueillir les "jeunes" professionnel.le.s qui prennent leurs fonctions alors que les départs et arrivées au sein des équipes sont fréquents, impliquant de forts enjeux de professionnalisation. Cette animation de réseau a par ailleurs revêtu une tonalité particulière du fait d'une part, de la crise sanitaire, avec des enjeux d'adaptation, de lien avec les enfants et leurs familles, de continuité éducative et, d'autre part, de l'extension territoriale aux Yvelines et Hauts-de-Seine.

Réseau des PRE de l'Ouest francilien

Durant la crise sanitaire, le Pôle ressources a proposé des temps d'échanges aux professionnel · le · s des P.R.E. de l'Ouest francilien. Ces rencontres ont notamment été l'occasion de partager sur les réorganisations, le contact avec les publics et d'interroger la question du décrochage au regard de l'enjeu de continuité éducative. De ces rencontres ont notamment été réalisées 2 notes visant à partager et diffuser les réflexions : sur la continuité éducative en période de crise sanitaire : enjeux et perspectives d'avenir, et sur le suivi des décrocheurs (voir page 17).

mars à juin
4 demi-journées
46 participations en cumulé

Réseau des PRE du Val d'Oise

En partenariat avec la Préfecture du Val d'Oise, le Pôle ressource a animé un réseau réunissant les coordinateur · rice · s et référent · e · s de parcours des PRE du Val d'Oise ainsi que des délégué · e · s du Préfet. Plusieurs rencontres menées en 2019 ont été l'occasion de formaliser une fiche repère dédiée aux équipes pluridisciplinaires de soutien (EPS), disponible sur le site Internet de l'association. En 2020, la rencontre organisée en visioconférence a permis de s'approprier les résultats de l'évaluation des PRE menée par la Préfecture de région. Le temps proposé fut ainsi l'occasion de partager et questionner constats et préconisations tout en les enrichissant des réalités propres au Val d'Oise. De ces échanges sont ressorties plusieurs pistes de travail :

3 décembre
1 demi-journée
16 participations

- Créer une culture commune sur un territoire (comment renforcer la relation à l'Éducation nationale et les logiques de coopération, établir des relations partenariales, faciliter l'échange d'information autour d'un même public, permettre une même appropriation du PRE) ;
- S'approprier la notion d'individualisation des parcours (Qu'est-ce qu'un parcours ? Qu'entend-on par individualisation ?) ;
- S'approprier l'évaluation (Quelles suites à l'évaluation régionale des PRE ? Quels critères d'évaluation communs ?)

-Réseau des PRE des Hauts-de-Seine

Également en partenariat avec la Préfecture des Hauts-de-Seine, le Pôle ressource a initié une première rencontre des PRE des Hauts-de-Seine (8 PRE) ouvert aux coordinateur · rice · s et référent · e · s de parcours des PRE du territoire ainsi qu'aux délégué · e · s du Préfet. Cette rencontre inaugurale s'est centrée sur l'interconnaissance (forces, difficultés, défis à venir) tout en établissant un programme de travail pour les futures rencontres. Il a ainsi été mis en avant l'envie de travailler sur des sujets comme :

11 décembre
1 demi-journée
5 participations

- L'animation de réseaux de partenaires ;
- L'évaluation ;
- La prévention au niveau des tout-petits ;
- L'échange de pratiques.

Des ressources pour les acteur.rice.s de l'éducation

En parallèle de l'animation de réseaux d'acteur · trice · s, le Pôle ressources a, au cours de l'année 2020, produit plusieurs publications ressources pour les professionnel · le · s. En sus des 2 notes et de la fiche repère sur les EPS précédemment mentionnées, a été réalisée une synthèse des travaux menés en 2019, consacrés à la mobilisation des familles autour du parcours de leur(s) enfant(s). Cette synthèse propose une problématisation du sujet, des éléments méthodologiques ainsi que des pratiques déployées par les PRE pour agir avec les parents.

De cette publication est née la volonté d'approfondir le sujet à travers une étude visant à mieux comprendre les facteurs et déterminants de l'implication des parents, du point de vue de ces derniers. Une étudiante, dans le cadre de son stage de Master 2, a ainsi mené différents entretiens durant le premier confinement afin de faire ressortir les moteurs de cette adhésion à partir d'une approche qualitative. Il en ressort notamment l'importance :

- De la représentation initiale du PRE ;
- De la capacité à lever les implicites et à créer un lien de confiance ;
- Des temps collectifs (sorties familiales par exemple) ;
- De l'impact visible et partagé sur le bien-être des enfants et des parents ;
- De la capacité à soutenir les parents face au cumul des difficultés sociales.

Accompagnement de la mise en œuvre des Cités éducatives

Sur les questions relatives à l'éducation, dans les continuités des premiers travaux menés en 2019, le Pôle ressources s'est particulièrement investi dans l'appui aux démarches de cités éducatives, soit dans une approche départementale, soit d'appui local, ou encore à l'échelle nationale dans le cadre du réseau national des Centres de ressources Politique de la ville.

Dans le Val d'Oise, l'animation d'un séminaire départemental

En lien avec les services du Pdec du Val d'Oise et de la DSDEN du Val d'Oise, le Pôle ressources a poursuivi l'animation d'un séminaire départemental des cités éducatives, réunissant tantôt les équipes projets élargies des 3 villes labellisées (Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel), tantôt les troïkas (les représentants locaux de l'Education nationale, de la Préfecture et de la ville). Ces temps ont été l'occasion de poursuivre les travaux de structuration des cités éducatives, notamment autour de l'évaluation (appropriation du sujet, élaboration d'un protocole de suivi et d'évaluation intégrant un référentiel commun aux 3 cités éducatives), du conventionnement et de la réalisation des revues annuelles de projet. Au-delà, de nombreuses rencontres se sont tenues durant les périodes de confinement, permettant également de partager autour des réalités locales, des réponses apportées aux besoins émergents. Enfin, le dernier temps de l'année a permis de mettre en commun et d'enrichir les stratégies de mobilisation des acteur.rice.s autour des cités éducatives. La crise sanitaire ayant fortement amoindri la capacité à faire connaître les démarches, à partager les ambitions des cités éducatives, le chantier reste ouvert pour 2021 avec des enjeux de vulgarisation, d'interconnaissance entre acteur · trice · s, d'élargissement des pilotages, de veilles éducatives partagées...

Toute l'année
8 demi-journées
111 participations en cumulé

Un appui aux cœurs des cités éducatives

En 2020, le Pôle ressources a par ailleurs appuyé les travaux des cités éducatives de Gennevilliers (92) et de Chanteloup-les-Vignes (78), en contribuant à la fois aux réflexions des équipes projets mais également en intervenant sur des dimensions précises visant à renforcer les coopérations. Ainsi, à **Gennevilliers**, il s'est agi d'appuyer l'animation des assises de la cité éducative, instance mobilisatrice visant à l'appropriation de la démarche et à l'alimentation de la réflexion.

Toute l'année
6 demi-journées
104 participations

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

Ainsi, 3 demi-journées ont permis de faire état des avancées de l'année 2020, de mettre en place des groupes de travail thématiques (égalité fille-garçon, citoyenneté et esprit critique, sport et santé, coéducation...), de s'approprier la cartographie des acteur.rice.s de la cité éducative et d'étoffer le référentiel d'évaluation, proposé par le cabinet ENEIS BY KPMG. Dans ce contexte, le Pôle ressources a tenu un rôle de facilitateur des échanges dans une dynamique participative et interactive tout en capitalisant les échanges. A **Chanteloup-les-Vignes**, c'est un appui aux travaux de mise en réseau des porteur.euse.s de projets à travers les enjeux de suivi et d'évaluation qui a été mené. Une rencontre a notamment été l'occasion pour les acteur.rice.s associatif.ve.s du territoire découvrant la ville et le service de la municipalité de se rencontrer et de prendre la mesure de la programmation. Par ailleurs, des travaux ont été menés avec la troïka pour structurer une partie du référentiel d'évaluation pour ce qui concerne la gouvernance, autrement dit la manière de piloter. En parallèle de cette structuration, une première appréciation a été portée, au regard de l'année scolaire 2019-2020, tout en dressant des pistes de travail pour la période suivante.

Cycle de qualification : Évaluer les coopérations éducatives

Le réseau des centres de ressources franciliens, en partenariat avec La Fonda, - le laboratoire d'idée du monde associatif -, a conçu et déployé un cycle de qualification consacré à la mesure d'impact des coopérations éducatives. Réalisé en présentiel (une rencontre à Garges-lès-Gonesse, une rencontre à Evry-Courcouronnes) puis en distanciel durant le premier confinement (3 demi-journées), ce cycle a ainsi permis de s'emparer des enjeux relatifs à l'évaluation d'impacts et à la coopération, vue comme le fait d'être coauteur d'une oeuvre commune. A travers le sujet de la mesure de l'impact collectif, il s'est agi d'explorer philosophie, méthodes et moyens d'intervention pour mieux anticiper, maîtriser les conditions d'émergence et de structuration de coopérations fructueuses en matière éducative.

mars puis juin
5 demi-journées
126 participations en
cumulé

- La première journée, en présentiel (Evry-Courcouronnes et Garges-lès-Gonesse) fut l'occasion de penser une approche globale de l'éducation pour articuler les interventions de chacun.e et s'approprier les principes de l'évaluation d'impact collectif au service des ambitions éducatives d'un territoire.

- Les 3 ateliers en distanciel furent consacrés aux éléments structurants des démarches d'évaluation d'impact collectif, à l'appropriation des éléments de méthode et outils et à la mobilisation de son territoire autour des coopérations éducatives et de l'évaluation d'impact collectif.

- Atelier 1 : exploration des notions-clefs, définition de son objectif de transformation et des impacts visés ;

- Atelier 2 : identification des obstacles, définition des critères de réussite, formalisation des indicateurs ;

- Atelier 3 : cartographie de son écosystème et formalisation de la chaîne de valeur ;

Une capitalisation des travaux et des outils mobilisés sera publiée au cours de l'année 2021.

Avec : la Fonda, Profession Banlieue, le CRPVE.



Perspectives 2021

- Poursuite des appuis aux cités éducatives de Gennevilliers et Chanteloup-lès-Vignes,
- Appui au lancement des 2ème et 3ème vagues de cités éducatives,
- Appui à l'animation des cités éducatives du Val d'Oise,
- Animation du séminaire départemental des cités éducatives du Val d'Oise en lien avec les 2ème et 3ème vagues,
- Animation du réseau des PRE du Val d'Oise,
- Animation du réseau des PRE des Hauts-de-Seine,
- Animation du réseau des PRE des Yvelines,
- Organisation d'une rencontre régionale des PRE avec le réseau francilien des CRPV.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Animation avec le réseau national des CRPV de la journée « rentrée des cités éducatives » consacrée au lancement des groupes pilotes thématiques, septembre,
 - Groupe de travail du réseau national des CRPV dédié à l'éducation, 6 rencontres,
 - Comité de pilotage de la journée d'étude valdoisienne « cohérence éducative » transformée en série de webinaires,
 - Séminaires régionaux des Cités éducatives.

Les cités éducatives en images



SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE



Puisque l'essence même du développement local est de s'appuyer sur les ressources territoriales produites par et pour les habitant.e.s, les richesses créées et leur redistribution sont donc à apprivoiser par une focale renouvelée. Trois entrées ont ainsi été retenues : le développement économique territorial pour (re)donner du sens à l'économie dans l'action publique ; sens qui, soutenu et renforcé par l'innovation sociale et l'Économie sociale et solidaire, permet la coopération territoriale ; une solidarité locale qui assure la création et le maintien d'emplois de qualité au service notamment de celles et ceux qui en sont le plus éloigné.e.s.

En 2020, il a ainsi été question de coopérations, de transition écologique et de réduction des inégalités ainsi que d'insertion professionnelle.

► Innovation sociale, Économie Sociale et Solidaire et coopérations territoriales

Appui-Accompagnement : Membre du comité d'appui technique DLA, porté par Initiative 95

janvier à décembre
5 demi-journées
20 participations

Le Dispositif local d'accompagnement (DLA) est destiné à soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur de l'ESS. En tant que membre du comité d'appui technique du DLA porté dans le Val d'Oise par Initiative 95, le Pôle ressources participe autant que possible aux comités menés dans l'année. Cette instance consultative est chargée d'émettre un avis technique sur les diagnostics effectués, le plan d'accompagnement et les actions d'appui préconisées. Les membres du comité (acteurs.rices associatif.ve.s, institutionnel.le.s, têtes de réseau...) affinent ces diagnostics et apportent un regard complémentaire sur l'accompagnement proposé.

Appui-Accompagnement de Territoire French Impact et membre du collectif lauréat

janvier à décembre
7 demi-journées
15 participations

Fin février 2019, le Haut-commissariat à l'ESS et à l'Innovation sociale a labellisé 20 territoires "French impact" dont le territoire de Roissy Pays de France. Pour rappel, ce label soutient des territoires pour lesquels des synergies d'acteur.rice.s émergentes favorisent l'innovation sociale autour d'objets communs. Fort du dynamisme à l'œuvre en la matière au sein de l'agglomération depuis 10 ans, l'écosystème d'acteur.rice.s innovant de cette dernière a dessiné 3 défis stratégiques ambitieux pour les années à venir, à savoir :

- 1- Développer une stratégie territoriale de l'alimentation durable :** mise en place d'un schéma de gouvernance territoriale de l'innovation, développement d'une agriculture urbaine et durable ;
- 2 - Mobilité inclusive :** innover pour et avec les structures locales, accompagner au changement des comportements vis à vis de la mobilité et promouvoir les alternatives ;
- 3 - Économie circulaire, vers un écosystème plus vertueux :** promouvoir un réseau de ressourceries et développer une filière autour des déchets du BTP.

Le Pôle ressources est membre du Collectif lauréat en tant que « facilitateur d'innovation sociale » aux côtés de l'ADESS 95, la région Île-de-France et la Direccte UD 95. Les autres membres étant ceux de l'accompagnement à la création d'activité : Initiative 95, Avise 77, Créative et CAE Port parallèle.

Appui-accompagnement - Rencontre thématique : De la fourche à la fourchette : « Coopération et Résilience, de l'agriculture à l'alimentation »

24 septembre
1 demi-journée
89 participations

La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Île-de-France, le Pôle ressources et l'association R.E.R ont organisé en Septembre l'acte II De la Fourche à la Fourchette « Coopération & Résilience : de l'agriculture à l'alimentation ». Cette rencontre a fait suite à l'acte I, initié par l'agglomération le 4 décembre 2019. S'inscrivant dans la stratégie territoriale, labellisée « Territoire French Impact » en matière d'alimentation durable, le projet De la Fourche à la Fourchette, également soutenu par l'ADEME, a pour vocation de constituer une gouvernance territoriale sur l'alimentation durable, de favoriser la relocalisation de la production et de rendre accessible l'alimentation.

L'objectif de cette journée a été notamment de mettre en application un des « ingrédients » de l'acte I (l'ingrédient numéro 4) : Agents économiques production/ transformation/ distribution. Cette rencontre a aussi été l'occasion de :

- Élargir la communauté d'acteurs.rices notamment en direction des agriculteur.rices ;
- Répondre aux problématiques de sortie de crise ;
- Permettre aux acteur.rice.s du monde agricole dans toute sa globalité de se positionner, de s'identifier comme l'un des maillons de la solution ;
- Valoriser la production / consommation locale et les circuits courts ;
- Favoriser les coopérations entre agriculture et alimentation ;
- Enfin, de présenter des leviers pour la transition alimentaire.

La rencontre s'est déroulée en trois temps :

- 1) Des regards croisés sur les enjeux alimentaires et agricoles, avec pour objectif de définir et de transmettre une base de connaissances communes et collectives sur les enjeux du territoire de l'agglomération Roissy Pays de France ;
- 2) Des échanges sur les nouvelles formes de coopération répondant aux mutations en cours des systèmes alimentaires ;
- 3) Quatre tables thématiques (« Terres agricoles disponibles : faciliter la préservation du foncier par la coopération et l'action collective » ; « Transition vers de nouveaux comportements alimentaires : proposer une offre alimentaire de qualité, durable, accessible en donnant le pouvoir d'agir au consommateur.rice » ; « Agents économiques de la production, transformation et distribution : des logiques de coopération entre acteur.rice.s favorisant la création & la répartition de la valeur » ; « Une agriculture résiliente : faire évoluer les modes de production à travers le travail collectif et la coopération ») au sein desquelles des expériences apprenantes ont été présentées et une réflexion autour des leviers pour un territoire résilient, menée.

Avec : Manuel ALVAREZ, Conseiller délégué auprès du vice-président en charge de l'emploi, la formation, la politique de la ville et l'ESS ; Eddy THOREAU, Conseiller délégué en charge de l'agriculture et de la trame verte et bleue et Maire de Fosses ; Clément GARNIER, Chambre d'Agriculture Régionale d'Île-de-France ; Steve LEWIS, Chargé d'étude Transition Ecologique et Energétique à la CRESS Ile-de-France ; Patrice VUIDEL, Intervenant Chercheur Associé pour ATEMIS Laboratoire d'intervention et de recherche ; Benjamin MASURE, Directeur de l'association APPUI ; Hélène BECHET, association Terre de Liens ; Jean NOEL & Estelle VASSEUR, association La Brouette Toquée ; Fatima IDHAMMOU, association R.E.R ; Nathalie MORET, Demain l'Agriculture ; Florian DEZOBRY, Le Bon Plant ; Pierre GODARD et Agnès SOURICEAU, Agrof'île ; Valérie JARRIGE, Directrice Emploi et Politique de la Ville, Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France ; Nicolas SIMARIK, L'Arbre à Cuire.



SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Cycle « transition écologique et quartiers populaires »

La fresque du climat : mieux comprendre les enjeux climatiques



Afin d'introduire le cycle de qualification « Transition écologique et quartiers populaires » et de donner des clés de lecture globales sur les enjeux liés à ce sujet, le Pôle ressources a organisé dans ses locaux l'atelier « la fresque du climat ».

Ce format didactique d'atelier a été conçu par Cédric Ringenbach, ingénieur, diplômé de l'École Centrale de Nantes. Il a étudié les publications du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) depuis le 4ème rapport d'évaluation, dans le but de les vulgariser afin de les rendre accessibles au grand public. Ludique, créatif, et basé sur l'intelligence collective, l'atelier est un premier pas visant à sensibiliser le plus grand nombre au sujet, en s'appropriant les liens de causalité entre activité humaine et dérèglements environnementaux. Il a également pour but de

susciter un échange autour des réalités locales et des solutions qui peuvent être mises en place. Les objectifs de l'atelier ont été de découvrir et d'approfondir ses connaissances sur les enjeux liés au changement climatique d'une part, et d'échanger en groupe sur ses émotions, ses questions et partager des pistes de solutions à mettre en place en lien avec les quartiers Politique de la ville, d'autre part.

8 septembre
1 demi-journée
30 participations



Inégalités et transition écologique : des enjeux aux initiatives locales

Dans le cadre du nouveau cycle de réflexion et de qualification sur la transition socioécologique et les quartiers populaires, le Pôle ressources a organisé, le 8 octobre, à l'Hôtel de ville de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), un premier séminaire thématique. Dédiée à la compréhension des liens entre enjeux environnementaux et inégalités socio-économiques, cette première rencontre introductive a permis de donner à voir un panel d'initiatives locales, répondant à des enjeux sociaux, écologiques et économiques dans les quartiers populaires, qui s'inscrivent en particulier dans le registre de l'ESS (comme Integraterre, LogisCité, ASAC). Croisant regard universitaire (Catherine Larrère) et expertise professionnelle (Institut Paris Région, CRESS Île-de-France) et expérience associative, ce séminaire s'est intéressé à quatre thématiques, articulant enjeux sociaux et environnementaux spécifiquement en Île-de-France : mobilité durable, alimentation durable, habitat/énergie, et économie circulaire. Ces thématiques ont vocation à être développées au cours de l'année 2021.

8 octobre
1 demi-journée
60 participations

Avec : Christophe BERNIER, adjoint au maire (Ville de Gennevilliers), Rodrigues BONUS, responsable associatif (ASAC), Samia GASMI, responsable associative (Fabric'A), Lucie GAUTHEYRIE, animatrice associative (Integraterre), Catherine LARRERE, philosophe (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Nicolas LARUELLE, chargé d'étude (Institut Paris Région), Romain LEMONIER, chargé de partenariats (Wimooov), Steve LEWIS, chargé d'étude (CRESS Île-de-France), Charles PENAUD, responsable associatif (LogisCité).



➤ Accompagner les coopérations dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle

Le Pôle ressources travaille les questions relatives au développement économique et à l'emploi depuis plusieurs années, sous l'angle de l'ESS et de l'innovation sociale dans les quartiers, mais aussi de l'insertion professionnelle au travers, notamment, de la réalisation d'un guide des clauses d'insertion dans les marchés publics en 2015. Cette thématique a été plus fortement investie dès 2018 - et plus spécifiquement sous l'angle de la jeunesse - avec un rapprochement des missions locales du Val d'Oise et un appui dans le cadre du PRIJ. Le sujet a véritablement pris de l'ampleur, en termes d'ambition et de programmation en 2019 puis en 2020 avec une approche globale, sous l'angle de l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes.



Petit déjeuner : Insertion professionnelle des jeunes : entre précarité, incertitudes et expérimentations

16 janvier
1 demi-journée
35 participations

« Les jeunes entretiendraient un rapport distancié au travail. Pour se mobiliser, ils auraient besoin de challenges quotidiens ; refusant la hiérarchie, ils préféreraient le travail coopératif ; incapables de se stabiliser, ils aspireraient à des organisations mouvantes, dans lesquelles ils évolueraient au fil de projets stimulants ». Ces discours, qui reviennent régulièrement au sujet de la jeunesse, correspondent-ils à la réalité ? Quel est le rapport à l'emploi des jeunes aujourd'hui ? Quelles sont les aspirations, notamment d'une jeunesse plus

vulnérable ou précaire ? Quelles possibilités s'ouvrent à ceux qui cumulent des difficultés d'ordre économiques et sociales, sachant qu'un jeune sur trois renonce en effet à une formation en raison du coût des études, que 57 % des titulaires de CAP et 46 % des bachelier.e.s professionnel.le.s sont au chômage, 7 mois après l'obtention de leur diplôme ? Comment, dès lors, les accompagner, notamment les moins favorisés, et leur donner des clés pour répondre à leurs besoins immédiats et à leurs aspirations face à l'avenir ? Alors que l'accompagnement des jeunes les plus éloignés de l'emploi et des institutions est posé comme un enjeu majeur mobilisant de nombreux acteur.rice.s, entendre et comprendre leurs besoins et leurs aspirations face à l'avenir constituent des leviers pour renouveler et enrichir les pratiques. Afin de nourrir la réflexion des acteur.rice.s de l'insertion des jeunes autour de ces différents questionnements, le Pôle ressources a invité le sociologue François Sarfati afin de partager les enseignements de ses recherches, dédiées au rapport à l'emploi des jeunes, en lien avec les évolutions du monde du travail et les jeunes dits « vulnérables ». Il a pu mettre en évidence dans son propos, l'importance de proposer aux jeunes des espaces pour expérimenter, goûter, autrement dit être en mesure de cerner leurs envies, ce qui fait sens pour elles et eux.

Avec : François SARFATI, Sociologue, Professeur à l'université d'Evry Paris Saclay (Centre Pierre Naville) et chercheur affilié au CEET (Centre d'études de l'Emploi et du Travail) ; David POTREL, Directeur de la Mission locale de la Vallée de Montmorency ; Gabin GOMES, Directeur pour le développement de l'emploi et pour l'insertion à la ville de Gennevilliers.

Ateliers « jeunesse et crise sanitaire, quels impacts ? »

2 juillet et 25 septembre
2 demi-journées
21 participations en cumulé

Au regard de la crise sanitaire, le Pôle ressources a organisé deux temps en direction des professionnel.le.s de la jeunesse (réseau information jeunesse, insertion des jeunes) en vue de mutualiser les regards sur les impacts du confinement. Ces temps ont aussi été l'occasion de partager les initiatives déployées pour garder contact avec les jeunes, travailler avec eux leurs projets alors même que le marché de l'emploi était fortement perturbé.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Projet expérimental : Entendre la parole des jeunes vulnérables sur l'orientation et l'emploi

A la fin de l'année 2019 était initié ce projet en 3 étapes, avec la Mission locale Vallée de Montmorency, les associations Powa et Espoir et Création.

- Recueillir, sous format vidéo ou audio, une parole libre et authentique de jeunes sur leur rapport au travail, leurs aspirations profondes, leurs questionnements concernant l'avenir, mais aussi leur réalité ;
- Comprendre et analyser le regard des jeunes sur l'orientation, l'avenir et les besoins d'accompagnement qui en découlent ;
- Identifier des pistes d'évolution des pratiques d'accompagnements, pour la Mission locale Vallée de Montmorency, et plus largement pour les acteur.rice.s de l'insertion jeunesse. Initié fin 2019, en coopération avec la Mission locale Vallée de Montmorency mais aussi les associations Powa et Espoir et Création.

Malgré la crise sanitaire, le projet a pu se poursuivre avec la réalisation de 6 vidéos : 4 interviews de jeunes, un micro-trottoir et une compilation/ sélection des interviews. Il est envisagé de partager ces supports avec des professionnel.le.s au cours de l'année 2021 en vue d'interroger leurs pratiques mais également auprès d'élu.e.s dans le cadre d'un séminaire dédié au sujet de l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes.

Avec : Mission locale Vallée de Montmorency ; POWA ; Espoir et Création.

Groupe de travail : référents de parcours du PRIJ dans les Hauts-de-Seine

En appui à la Préfecture des Hauts-de-Seine, le Pôle ressources a initié une première rencontre des acteur.rice.s du plan régional de l'insertion des jeunes déployé sur les villes de Bagneux, Gennevilliers et Nanterre. Cette démarche vise à soutenir les pratiques, notamment des référent.e.s de parcours, partager les ambitions et attendus et échanger sur les modes de faire. Cette première rencontre a ainsi permis de mettre en parallèle les organisations propres à chaque territoire, tout en identifiant des perspectives de travail pour l'avenir dont notamment :

- Le rôle du référent PRIJ ;
- La mobilisation des partenaires dans la durée ;
- La manière d'entrer en contact avec les jeunes déscolarisés.

8 décembre
1 demi-journée
17 participations

Groupe de travail : Insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes : quels acteurs pour quelles coopérations ?

23 janvier et 23 novembre
2 demi-journées
56 participations en cumulé

Le Pôle ressources, avec la Fédération des centres sociaux du Val d'Oise et le CIJ 95 (Centre Information Jeunesse), a initié un groupe de travail destiné aux acteurs de la jeunesse et de l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne à la fin de l'année 2019. Le parti-pris de celui-ci est d'opérer sous un format non descendant mais participatif et dans la coconstruction, permettant d'apporter collectivement les réponses aux besoins des professionnel.le.s. En effet, dans le domaine de l'insertion de la jeunesse, le nombre d'outils, de dispositifs et d'acteur.rice.s a explosé. Face à cette diversité, la lisibilité des rôles et l'articulation des acteur.rice.s et dispositifs interrogent. L'importance de la coopération dans un domaine devenu concurrentiel, se fait sentir. Ce groupe de travail poursuit 3 objectifs principaux :

- développer l'interconnaissance et le partage d'expériences à l'échelle départementale ;
- appréhender collectivement les acteurs, dispositifs, outils et rôles de chacun ;
- renforcer les acteurs dans leur pratique professionnelle.

Les rencontres organisées au cours de l'année 2020, qui ont réuni des acteur · trice · s des missions locales, des hubs de la réussite, des espaces dynamiques d'insertion, de la prévention spécialisée, de l'information jeune et de l'animation jeunesse... ont été l'occasion d'approfondir l'appropriation de l'écosystème de l'insertion jeunesse mais aussi d'identifier les ressources dont disposent les territoires et la manière de les mettre en synergie. Enfin, il s'est agi de penser les conditions des coopérations.

Avec : La fédération des centres sociaux du Val d'Oise, Le CIJ 95

Appui-accompagnement : restitution d'une étude sur les missions locales

La Direccte Île-de-France et les Missions locales du Val d'Oise ont commandité une étude visant à développer une analyse prospective des besoins des jeunes, afin de faire évoluer leur offre de service. Le Pôle ressources est venu en appui de la restitution de l'étude, réalisée par le cabinet Asdo, s'adressant aux équipes des missions locales. Elle s'est déroulée en 3 temps : une présentation d'une typologie des jeunes accompagnés, une réflexion sur les postures et le positionnement selon les besoins identifiés et enfin des leviers et marges d'action.

5 novembre
1 demi-journée
40 participations

Appui aux acteurs des territoires - CIJ 95, la Coordination de l'insertion à Taverny, TZCLD Cergy

En parallèle de l'atelier consacré à l'insertion sociale professionnelle et citoyenne des jeunes, le Pôle ressources a accompagné, sur deux demi-journées, les démarches portées par le CIJ 95 autour du dispositif Promeneurs du net et par la ville de Taverny sur l'insertion socioprofessionnelle. Cet appui visait à renforcer les coordinations et mises en réseau des acteur.rice.s.

Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales



- Participation au groupe de travail « développement économique » du réseau « ANRU+ Les Innovateurs » (dit Club ANRU+),
- Contribution au groupe de travail « cadre de vie et mobilité » de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Perspectives 2021



- Un séminaire des élu.e.s consacrés à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes,
- Poursuite du groupe de travail « insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes »,
- Utilisation des vidéos « paroles de jeunes » dans le cadre d'un temps de formation expérimental,
- Poursuite de l'animation de réseau des acteur.rice.s du PRIJ des Hauts-de-Seine et appui à l'extension du PRIJ.

PORTER L'EXPRESSION DES QUARTIERS POPULAIRES



L'imaginaire entourant les quartiers populaires est largement négatif, se nourrissant de discours simplistes, de reportages chocs, d'appellations maladroites « zones urbaines sensibles » mais aussi d'éléments objectifs (gigantisme, délinquance, concentration des difficultés...). Cette image impacte les habitant.e.s (stigmates, discriminations), renforce les logiques de ségrégation et tend à décourager les acteur.rice.s locaux. Transformer ce regard en le rendant plus juste constitue dès lors un impératif. Cela passe par un travail en « dedans », - c'est le quotidien de la Politique de la ville -, et vers le « dehors » en donnant à voir les forces et fiertés de ces quartiers (réseaux de solidarité, créativité, dynamisme de la jeunesse) tout en soutenant la parole et l'expression d'habitant.e.s trop souvent mis de côté.

► Rapport biennal : 5^{ème} démarche de recueil de la parole des habitant.e.s des quartiers

Depuis 2011, le Pôle ressources et la fédération des centres sociaux du Val d'Oise sont engagés dans une démarche nationale - portée par leurs réseaux respectifs - de recueil et de valorisation de paroles d'habitant.e.s des quartiers populaires. La démarche, basée sur la construction d'une parole collective, vise à positionner les habitant.e.s des quartiers comme coconstructeurs de politiques adaptées à leurs besoins, interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers, les inciter à les prendre en compte dans l'élaboration de leur politique et promouvoir le dialogue entre les élu.e.s, les décideur.seuse.s publics, les professionnel.le.s et les habitant.e.s. Après 4 rapports : "On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités" en 2012 ; "Ils ne savent pas ce qu'on pense" en 2014 "Tisser la confiance" en 2016, et "Il y a eu une cassure quelque part... et maintenant, on fait quoi ?" en 2018, le 5^{ème} opus revient sur les bases du premier, visant à recueillir un regard global des habitant.e.s sur leur vécu et la situation de leurs quartiers. Près d'une quarantaine de territoires se sont lancés dans la démarche pour cette nouvelle édition.

Une démarche adaptée au contexte sanitaire

Prenant en compte les contraintes sanitaires et leurs effets sur le fonctionnement des centres sociaux, la mobilisation des habitant.e.s a pu s'organiser de différentes manières selon les territoires. Les différents confinements, ainsi que des périodes sous fortes contraintes sanitaires (limitation des rassemblements, etc.) ont nécessité des ajustements.

La 5^{ème} édition a débuté en 2020, avec pour le Val d'Oise, les territoires de **Goussainville** (Centre social Empreinte) et **Garges-lès-Gonesse** (Centre social le Plein midi), et la parution d'un rapport à paraître au second semestre 2021.

Sur le territoire de Garges-lès-Gonesse, deux réunions en présentiel se sont tenues, au centre social du Plein midi, afin de recueillir la parole des habitant.e.s. Parmi les points saillants ressortis, la majorité concernait la situation provoquée par le contexte sanitaire inédit : impression d'être enfermé, en prison, climat anxigène : peur de la maladie, angoisse de sortir, stress, détresse psychologique. En termes d'habiter, la colocation qui s'est avérée très compliquée, parfois. Un sentiment d'injustice s'est par ailleurs exprimé, avec une stigmatisation des habitant.e.s des quartiers ne respectant pas le protocole, une impression de délit de « faciès » parfois dans les contrôles en lien avec les attestations. Des éléments positifs forts ont également émergé, comme la possibilité de plus de partage avec la famille, le développement d'initiatives citoyennes pour venir en aide aux personnes plus vulnérables, une conscience citoyenne, un renforcement du lien social avec son voisinage (aller faire des courses pour ses voisin.e.s) ...

23 et 30 septembre,
2 demi-journées
27 participations

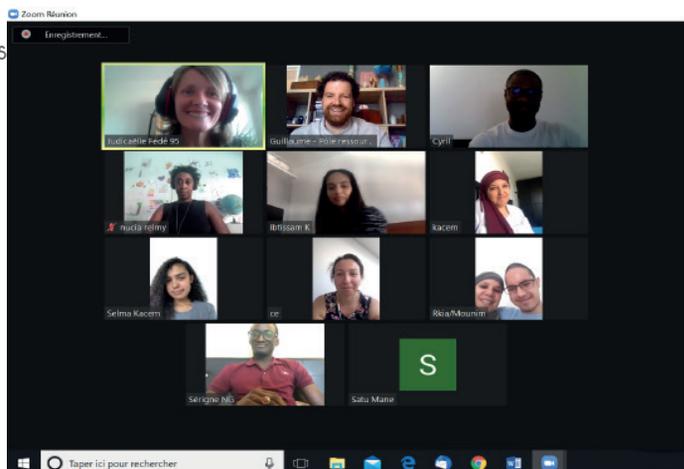
Sur le territoire de Goussainville, - en partenariat avec le centre social associatif

Empreinte et dans le cadre du renouvellement de son projet social -, deux réunions se sont tenues en visioconférence durant le premier confinement, permettant notamment de porter un regard sur le quartier à l'aune de la crise sanitaire mettant en lumière différents enjeux. Ont ainsi été évoqués des sujets comme l'entraide, la capacité à s'approvisionner, la famille (entre tensions, liens accrus, besoin de souffler), la clarté de l'information et le manque de confiance dans la parole publique, les transports, la difficulté à gérer l'école à la maison dans la durée... Le besoin de liberté et de verdure mais aussi l'inquiétude pour la jeunesse ont également largement été évoqués.

mai à octobre
3 demi-journées
42 participations en cumulé

Une troisième rencontre, en présentiel, juste avant le 3ème confinement, a été l'occasion de se projeter vers l'avenir et de se donner des perspectives d'action avec le centre social. 4 pistes se sont dégagées à investir par les habitant.e.s et le centre social :

- Venir en aide aux personnes qui ont du mal avec l'école ou les études (informatique, temps d'entraide entre lycéen.ne.s, étudiant.e.s) ;
- Renforcer les temps enfants-parents comme le Lieu d'Accueil Enfants-Parents (LAEP), voire l'étendre au-delà de 6 ans, pour les plus grands ;
- Soutenir l'engagement et la citoyenneté des jeunes (soutenir l'envie de se sentir utile, espaces de rencontres jeunes/ adultes, espace pour les lycéen.ne.s) ;
- Renforcer les liens entre les différents secteurs du centre social.



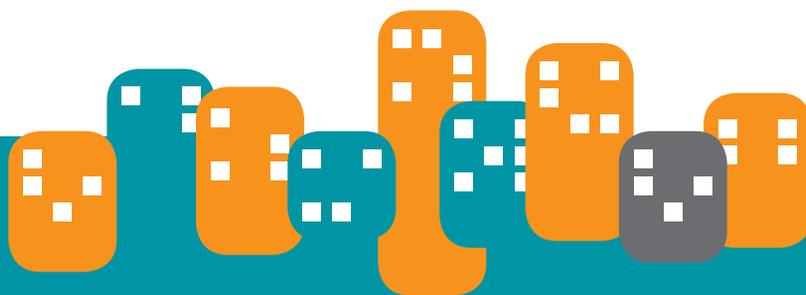
Il est enfin à noter que la démarche, fortement perturbée par la crise sanitaire, a malgré tout pu se tenir, avec la mobilisation des différents secteurs d'activité du centre social et avec une grande diversité au niveau des participant.e.s (collégien.ne.s, lycéen.ne.s, étudiant.e.s, parents) permettant de créer des liens entre jeunes et adultes du quartier.

Une restitution nationale, auprès des habitant.e.s ayant participé, ainsi qu'à des professionnel.le.s et élu.e.s devrait se tenir en présentiel, si la situation sanitaire le permet, à la rentrée des vacances d'été.

Perspectives 2021



- Parution du rapport biennal et restitution (nationale et locale),
- Poursuite de la coconstruction de projets santé avec les habitant.e.s des villes concernées par la coopérative nutrition Est Val d'Oise,
- Poursuite des travaux consacrés à la parole des jeunes et à l'insertion,
- Intégration des habitant.e.s à la démarche d'évaluation,
- Étude sur la participation citoyenne dans les QPV de l'ouest francilien.



Pôle Ressources

Ville et développement social

Contact :

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des Bussys, 95600 Eaubonne

01.34.05.17.17

www.poleressources95.org



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

